

Art. 2. De Minister-President wordt belast met de uitvoering van dit besluit, waarvan afschrift aan belanghebbende wordt betekend en, ter informatie, aan het "Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets" (Secretariaat voor de ondersteuning van het interne beheer en de interne controle op de kabinetten) en aan het Rekenhof.

Brussel, 17 september 2019.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en belast met het toezicht op
"Wallonie-Bruxelles Enseignement",

F. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening
aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2019/30867]

14 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée ;

Vu le décret du 15 décembre 2011, portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, tel que modifié ;

Vu le décret d'assentiment du 19 novembre 2015 portant assentiment du protocole d'accord entre la Région wallonne, la Communauté française et la Commission communautaire francophone en matière de gratuité des détachements dans les Cabinets ministériels ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des Services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en région wallonne ;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 3 août 2017 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 septembre 2019 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996 ;

Considérant l'urgence, la nécessité s'imposant d'assurer sans délai la continuité du fonctionnement des Cabinets ministériels du Gouvernement wallon ;

Sur la proposition du Ministre-Président ;

Après délibération,

Arrête :

Section 1^{re}. — Les acteurs du Gouvernement wallon

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux acteurs du Gouvernement wallon suivants :

- les Cabinets ministériels ;
- le Secrétariat du Gouvernement ;
- le Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au contrôle interne des Cabinets ministériels (SePAC).

Art. 2. Un Cabinet ministériel est par essence une instance politique. Il assiste le Ministre dans ses diverses tâches. Il n'est pas une administration tout en étant un service public. Son personnel ne peut acquérir en cours d'exercice un statut de fonctionnaire nommé à titre définitif et n'est également pas soumis à la loi du 3 juillet 1978 sur le contrat de travail. Il est soumis à une position administrative sui generis.

Art. 3. Le Secrétariat du Gouvernement fonctionne de manière autonome par rapport aux Cabinets ministériels. Il est placé sous l'autorité du Ministre-Président.

Art. 4. § 1^{er}. Des missions communes à tous les secrétariats de Cabinet du Gouvernement wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont mutualisées et confiées à une cellule spécifique et permanente, commune aux deux niveaux de pouvoir dénommée « Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au contrôle interne des Cabinets ministériels » (SePAC).

Etablie à Namur, elle fonctionne de manière autonome des Cabinets ministériels et est placée sous l'autorité fonctionnelle du Ministre-Président du Gouvernement wallon pour ce qui concerne les affaires wallonnes et du Ministre-Président du gouvernement de la Communauté française pour ce qui concerne les affaires de la Communauté française.

§ 2. Un protocole d'accord entre le Gouvernement wallon et la Communauté française définit les activités et les synergies en termes de fonctionnement et d'organisation du SePAC.

Section 2. — Synergies avec le Gouvernement de la Communauté française

Art. 5. § 1^{er}. En vue d'une gestion optimale des ressources humaines mises à leur disposition, les Ministres siégeant simultanément au sein des Gouvernements wallon et de la Communauté française, définissent l'organisation et le lieu de travail des agents de leurs Cabinets.

§ 2. Dans une perspective de réduction des coûts de fonctionnement et d'économies d'échelles, ils déterminent également les conditions d'utilisation et de répartition des moyens logistiques dont ils disposent. Le SePAC assurera le contrôle des inventaires et des limites budgétaires propres à chaque entité.

§ 3. La charge budgétaire des moyens logistiques liée à l'exercice de la fonction d'un agent est imputée sur les crédits de subsistance du Cabinet qui prend en charge sa rémunération.

Section 3. — Plafond global des moyens de subsistance et définition de l'effectif multiplicateur de référence

Art. 6. L'effectif multiplicateur de référence (EMR) est le nombre forfaitaire d'équivalents temps plein auquel est assorti une valeur nominale, éventuellement indexée, et constituant le budget global d'un Cabinet ministériel ou du Secrétariat du Gouvernement.

Art. 7. § 1^{er}. La valeur nominale visée à l'article 5 est fixée à 58.140 € par an par ETP. Ce montant peut être indexé et couvre le coût de la rémunération d'un agent, de ses indemnités diverses, de ses frais de fonctionnement et de patrimoine.

§ 2. Pour un Ministre, l'effectif multiplicateur de référence est de 41 ETP, pour un Vice-Président de 55 ETP et pour le Ministre-Président de 68 ETP.

L'effectif multiplicateur visé à l'alinéa 2 est automatiquement réduit de 5 ETP si le membre du Gouvernement wallon est également membre du Gouvernement de la Communauté française.

L'effectif multiplicateur de référence ne comprend pas les experts, les techniciens de surface et les étudiants. Ceux-ci ne pourront être engagés que dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

Pour le Secrétariat du Gouvernement, l'effectif multiplicateur de référence est de 11 ETP.

§ 3. Chaque Ministre peut transférer les moyens budgétaires afférents à un ETP vers un autre Cabinet ministériel, ou des ETP sans moyen budgétaire. Copie de l'arrêté de transfert est communiquée au Ministre-Président. Un original et deux copies conformes sont communiqués au SePAC.

§ 4. Lorsqu'il est désigné dans une entité, le Ministre y reste affecté à titre principal même en cas de remaniement ministériel et de désignation dans les deux entités.

Section 4. — Composition

Art. 8. § 1^{er}. Le Cabinet d'un Ministre peut comporter :

- des agents de niveau 1, de niveau universitaire ou assimilé ;
- des collaborateurs dont un exerçant les fonctions de correspondant budgétaire, en ce compris des chauffeurs ;
- du personnel d'entretien ;
- des experts ;
- des étudiants.

Aucun agent du Cabinet ne peut être parent ou allié du Ministre, jusqu'au 2^{ème} degré inclus.

§ 2. Parmi les agents de niveau 1, le Cabinet d'un Ministre comporte 1 Chef de Cabinet. Les Cabinets des Vice-Présidents et du Ministre-Président comportent 2 Chefs de Cabinet.

Les fonctions de Chef de Cabinet adjoint, secrétaire de Cabinet, conseiller et attaché sont exercées par des agents de niveau 1.

Les fonctions de correspondant budgétaire sont exercées par un collaborateur ou un agent de niveau 1.

Le Ministre peut bénéficier d'un secrétaire particulier.

§ 3. Parmi les collaborateurs, le Cabinet d'un Ministre comporte au maximum 5 ETP exerçant les fonctions de chauffeur. Les Cabinets des Vice-Présidents et du Ministre-Président comportent au maximum 6 ETP exerçant les fonctions de chauffeur.

§ 4. Les techniciens de surface peuvent être recrutés, à raison d'1 agent pour 10 locaux, lorsque l'entretien de tous les locaux du Cabinet n'est pas confié à une firme privée.

§ 5. Les experts peuvent être rémunérés ou non rémunérés. Ils sont désignés à concurrence de 1/10^{ème} ou 2/10^{ème} temps ou pour un travail nettement défini.

- l'ensemble des experts désignés rémunérés ne peut dépasser 1 ETP/an pour les Cabinets des Ministres, 1,5 ETP/an pour les Cabinets des Vice-Présidents et 2 ETP/an pour le Cabinet du Ministre-Président ;

- les experts non rémunérés peuvent obtenir le remboursement des frais divers en relation avec l'exercice de leurs fonctions. Les jours et heures durant lesquels les experts prestent seront déterminés et ce, afin de permettre un contrôle par le Secrétaire de Cabinet ou le Chef de Cabinet.

La totalité ou une partie du quota non utilisé par un Cabinet peut être transférée vers un autre Cabinet, le Secrétariat du Gouvernement ou le SePAC.

Un arrêté ministériel doit formaliser ce transfert, sans incidence budgétaire.

§ 6. Des étudiants peuvent être recrutés, à raison de maximum 1 ETP par an dans la limite des crédits disponibles.

Art. 9. Le Secrétariat du Gouvernement wallon est composé de 11 ETP répartis comme suit :

- 6 agents de niveau 1, dont le Secrétaire du Gouvernement ;
- 5 collaborateurs.

Art. 10. § 1^{er}. Le personnel du SePAC à charge du budget de la Région Wallonne est composé des agents suivants et réparti comme suit :

- 1 Directeur ;

- 2 agents de niveau 1, dont un auditeur ;
 - 11 collaborateurs dont 2 trésoriers décentralisés et 3 informaticiens ;
 - 2 agents d'exécution dont 1 chauffeur,
- soit un total de 16 ETP.

§ 2. Afin d'avoir une légitimité juridique dans toutes les fonctions exercées, chaque agent du SePAC, excepté les agents d'exécution, se verra désigné comme expert à 1/10ème temps à titre gratuit au sein de l'autre entité.

§ 3. Dans les limites des crédits budgétaires alloués au SePAC, le Ministre-Président peut désigner, en dehors du cadre autorisé, un maximum de 0,5 ETP par an, répartis sur un ou plusieurs experts pour des missions ponctuelles ou spécifiques.

§ 4. Un trésorier décentralisé effectif et un ou plusieurs trésoriers décentralisés suppléants ainsi qu'un receveur-trésorier et un correspondant budgétaire sont désignés par le Ministre-Président parmi les agents visés au présent article.

Art. 11. Peuvent être considérés comme agent de niveau 1 au sens du présent arrêté :

- les détenteurs d'un diplôme de type universitaire ou d'un master ;
- les détenteurs d'une expérience justifiée équivalente pour pouvoir exercer les fonctions liées à la qualité d'agent de niveau 1 au sein du Cabinet. Dans ce cas, la qualité de niveau 1 ne vaut que pour la fonction exercée au Cabinet. Cette expérience devra faire l'objet d'une motivation expresse dans l'arrêté ministériel de désignation, et être étayée par l'attestation dûment complétée.

L'attestation est délivrée par le Secrétaire de Cabinet et ne porte que sur les fonctions exercées au sein du Cabinet.

Section 5. — Désignations et détachements

Art. 12. § 1^{er}. Les agents des Cabinets ministériels ou acteurs du Gouvernement peuvent être désignés ou détachés d'un service public de l'État fédéral, d'une entreprise publique autonome, d'un organisme d'intérêt public, d'un service ou d'une administration dépendant des Communautés ou des Régions, des Provinces, des Communes, de la Commission Communautaire commune ou de la Commission Communautaire française, ou d'un établissement d'enseignement organisé ou subventionné.

Pour les personnes détachées dans les Cabinets, il est recommandé de faire appel à des statutaires dans leur institution d'origine. Pour les personnes contractuelles et qui sont détachées dans un Cabinet, il s'indique de respecter les conditions fixées par la loi du 24 juillet 1987 (Loi sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs).

§ 2. Les agents détachés ne peuvent rester en fonction dans leur emploi d'origine, ni continuer à en exercer, même à temps partiel, leurs attributions d'origine pendant la durée de leur détachement.

§ 3. Les dirigeants d'organismes publics détachés ou désignés dans un Cabinet ministériel ne prestent plus dans leur organisme d'origine, même à temps partiel.

§ 4. Les désignations et détachements des agents s'effectuent en respectant les dispositions applicables en matière de conflit d'intérêt et d'incompatibilités, telles qu'explicitées dans la circulaire exécutant le présent arrêté.

Art. 13. § 1^{er}. Les Chefs de Cabinet sont désignés ou détachés par arrêté du Gouvernement. L'arrêté ministériel réglant les modalités de l'entrée en fonction est pris en exécution dudit arrêté du Gouvernement.

§ 2. Les autres agents du Cabinet sont désignés ou détachés par le Ministre concerné.

Art. 14. § 1^{er}. Le Secrétaire du Gouvernement est désigné ou détaché par le Gouvernement avec rang de Chef de Cabinet dans l'hypothèse où la fonction n'est pas exercée par un des Chefs de Cabinets du Ministre-Président. Le Gouvernement peut déléguer exceptionnellement la fonction de Secrétaire du gouvernement lors de son absence.

§ 2. Les autres agents du Secrétariat du Gouvernement sont désignés ou détachés par le Ministre-Président.

Art. 15. § 1^{er}. Le directeur du SePAC est désigné ou détaché par le Gouvernement wallon sur proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon. Il bénéficie également d'une expertise accordée par le Gouvernement de la Communauté française afin d'asseoir un lien juridique avec les deux entités.

§ 2. Les agents du SePAC à charge de la Région wallonne sont désignés ou détachés par le Ministre-Président du Gouvernement wallon.

Art. 16. Les modalités du détachement sont précisées par la circulaire exécutant le présent arrêté.

Section 6. — Allocations et indemnités

Sous-section 1^{re}. — Montants

Art. 17. § 1^{er}. Il est alloué aux agents désignés dans les Cabinets ministériels une allocation annuelle de Cabinet tenant lieu de traitement.

L'allocation annuelle de Cabinet tenant lieu de traitement est fixée à l'indice 138,01 :

- pour les Chefs de Cabinet, à un montant compris entre 46.910,59 € et 66.115,99 € ;
- pour les agents de niveau 1, à un montant compris entre 21.112,38 € et 56.517,16 € ;
- pour les collaborateurs à un montant compris entre 13.257,38 € et 39.981,53 € ;
- pour les experts à un montant compris entre 13.257,38 € et 66.115,99 €, calculée au prorata de leur temps d'occupation ;
- pour le personnel d'exécution, un montant compris entre 13.257,38 € et 31.516,60 €.

§ 2. L'allocation annuelle de Cabinet est suspendue après une absence de plus de trente jours. L'agent devra remplir les formalités réglementaires auprès de sa mutuelle. L'agent détaché avisera son administration d'origine qui doit être informée de toute absence de l'agent détaché.

Art. 18. § 1^{er}. Il est alloué aux agents détachés dans les Cabinets ministériels une allocation annuelle de Cabinet.

L'allocation annuelle de Cabinet est fixée à l'indice 138,01 :

- pour les Chefs de Cabinet à un montant de 8.507,09 € ;

- pour les agents de niveau 1, à un montant compris entre 3.402,84 € et 6.465,39 € ;
- pour les collaborateurs, à un montant compris entre 2.381,99 € et 4.423,69 €.

§ 2. L'allocation annuelle de Cabinet est suspendue après une absence de plus de trente jours et l'agent détaché contractuel devra remplir les formalités réglementaires auprès de sa mutuelle et aviser son administration d'origine de toute absence.

Art. 19. En application de la législation en la matière, la rémunération des étudiants est fixée à l'indice l'indice santé lissé :

- à 7,27 € pour les titulaires du certificat d'enseignement secondaire inférieur ou d'un diplôme assimilé, lors de leur entrée en fonction ;
- à 7,49 € pour les titulaires du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un diplôme assimilé, lors de leur entrée en fonction.

Le nombre d'étudiants pouvant bénéficier du montant de rémunération de 7,49 € est limité à 50 % maximum du nombre total des étudiants pouvant être recrutés.

Art. 20. Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre-Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués au Cabinet, le Ministre peut solliciter une majoration des allocations annuelles de Cabinet tenant lieu de traitement et des allocations annuelles de Cabinet visées aux articles 17 et 18.

Les modalités d'octroi sont réglées par la circulaire exécutant le présent arrêté.

Art. 21. Il est accordé aux collaborateurs exerçant les fonctions de chauffeur à l'indice 138,01.

1° outre leur rémunération, une allocation forfaitaire mensuelle d'un montant de 272,22 €. L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 476,38 € pour le chauffeur personnel du Ministre, le supplément de 204,16 € couvrant le surcroît de prestations extraordinaires auquel donnent lieu les déplacements du Ministre. L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 374,30 € pour le chauffeur du Chef de Cabinet ;

2° une indemnité forfaitaire annuelle liée à la pénibilité de la fonction d'un montant de 2.478,20 €.

Ces allocations sont cumulables. Aucune autre allocation ou indemnité ne peut leur être accordée.

Art. 22. § 1^{er}. Les agents désignés au Cabinet bénéficient de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation de fin d'année, de chèques-repas.

§ 2. Les chèques-repas des agents statutaires ou contractuels détachés sont à charge du Cabinet.

Les experts et les étudiants ne peuvent bénéficier des chèques repas.

Les modalités d'octroi des chèques repas sont réglées par la circulaire exécutant le présent arrêté.

Art. 23. § 1^{er}. Sur base de l'expérience du travail intense des Cabinets ministériels, il est généralement acquis qu'en moyenne, chaque responsable d'un Cabinet consacre 10h/semaine au télétravail.

Dès lors, il est octroyé un montant forfaitaire annuel comme indemnité pour télétravail régulier aux agents qui effectuent structurellement et régulièrement une partie de leur travail à domicile et qui disposent, au sein de leur habitation, d'un espace pour effectuer leur travail. L'indemnité est liée à l'indice santé lissé.

Le montant forfaitaire de l'indemnité est fixé comme suit eu égard aux fonctions exercées dans le Cabinet en qualité de :

- Chef de Cabinet et Chef de Cabinet adjoint : 1.523,28 € ;
- conseiller et secrétaire de Cabinet : 1.523,28 € ;
- attaché, secrétaire particulier, correspondant budgétaire et trésorier décentralisé du SePAC : 1.248,50 € ;
- collaborateurs : 475,01 €.

§ 2. Cette indemnité ne peut être octroyée aux agents d'exécution, au personnel préposé à l'accueil, aux chauffeurs, aux experts et aux étudiants.

Sous-section 2. — Modalités de liquidation et de remboursement des traitements, allocations et indemnités

Art. 24. § 1^{er}. La prise en charge du traitement des agents détachés est réglée comme suit :

1° lorsque l'employeur d'origine consent à poursuivre le paiement du traitement, l'agent obtient l'allocation annuelle de Cabinet, éventuellement majorée prévue, à l'article 18 ou, pour les collaborateurs exerçant les fonctions de chauffeur, l'allocation forfaitaire mensuelle visée à l'article 21 ;

2° lorsque l'employeur d'origine réclame le remboursement du traitement, l'agent obtient l'allocation annuelle de Cabinet, éventuellement majorée, prévue à l'article 18 ou, pour les collaborateurs exerçant les fonctions de chauffeur, l'allocation forfaitaire mensuelle visée à l'article 22. Le Ministre concerné rembourse au service d'origine le traitement de l'agent, le pécule de vacances, l'allocation de fin d'année et toutes autres allocations et indemnités calculés conformément aux dispositions applicables à cet agent dans son organisme d'origine, majorés, le cas échéant, des charges patronales ;

3° lorsque l'employeur d'origine suspend le paiement du traitement, l'agent obtient l'allocation annuelle de Cabinet tenant lieu de traitement prévue à l'article 17 ainsi que, pour les collaborateurs exerçant les fonctions de chauffeur, l'allocation forfaitaire mensuelle visée à l'article 21.

Art. 25. § 1^{er}. Le nombre d'agents dont le traitement reste à charge d'un organisme d'intérêt public, d'un établissement d'utilité publique ou d'une personne de droit public créé sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui relèvent des compétences de la Communauté française ou de la Région wallonne, est limité à 5 pour un Ministre, 6 pour un Vice-Président et 7 pour un Ministre-Président.

§ 2. La totalité ou une partie du quota non utilisé par un Cabinet peut être transférée vers un autre Cabinet, le Secrétariat du Gouvernement ou le SePAC.

Un arrêté ministériel doit formaliser ce transfert, sans incidence budgétaire.

Art. 26. Les allocations et indemnités prévues aux articles 17, 18, 20, 21 et 22 sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou l'allocation du mois est égale à 1/12ème du montant annuel.

Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément aux conditions prévues pour le personnel des Services du Gouvernement.

Art. 27. Les allocations et indemnités prévues aux articles 17, 18, 20, 21 et 22 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public. A cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Art. 28. Les allocations et indemnités sont suspendues pour des absences dépassant 30 jours calendrier.

Section 7. — Régime juridique et autres dispositions statutaires

Art. 29. Les agents visés dans le présent arrêté sont soumis à un régime sui generis. La loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail n'est pas d'application.

Leur désignation ou détachement sont uniquement le fruit d'actes administratifs unilatéraux à portée individuelle émanant d'un Ministre ou du Gouvernement. Lorsqu'ils n'ont pas la qualité d'agent désigné à titre définitif, ils sont toutefois soumis au statut de sécurité sociale des agents contractuels de l'Etat. Le personnel statutaire détaché reste soumis à la sécurité sociale de son employeur d'origine.

Art. 30. La résidence administrative des agents des Cabinets et des étudiants est fixée par le Ministre au siège du Cabinet à l'exception des experts.

Art. 31. § 1^{er}. En cas d'absence pour raison médicale de plus de trente jours d'un agent désigné ou détaché contractuel, le Ministre concerné peut pourvoir à son remplacement durant sa prise en charge financière par la mutuelle. Ceci est par conséquent sans incidence budgétaire sur le coût du Cabinet.

§ 2. S'il y a lieu de remplacer un agent détaché statutaire avec ou sans remboursement, il convient de mettre fin à son détachement pour pouvoir désigner ou détacher un autre agent.

Art. 32. § 1^{er}. Les agents des Cabinets ne peuvent exercer une activité accessoire, commerciale ou un autre emploi rémunéré sans l'accord préalable écrit du Ministre.

§ 2. Les agents des Cabinets sont tenus d'aviser le Ministre de tout mandat, rémunéré ou non rémunéré, de quelque nature qu'il soit, donnant droit ou non à un congé politique.

Section 8. — Congés

Art. 33. § 1^{er}. Les dispositions réglementaires en matière de congés et absences des agents statutaires et contractuels pour l'ensemble des services du Gouvernement wallon soumis au Code de la Fonction publique sont applicables aux agents des Cabinets, à l'exception des experts et des étudiants.

- les congés annuels de vacances, jours fériés et jours réglementaires ;

- les congés de circonstances à l'exception :

* du changement de résidence ordonné dans l'intérêt du service lorsque la mutation entraîne l'intervention de la Région dans les frais de déménagement ;

* de l'ordination ou l'entrée au couvent ou tout autre événement similaire d'un culte reconnu d'un enfant de l'agent ou son conjoint, d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur de l'agent ;

* de la communion solennelle ou tout autre événement similaire d'un culte reconnu d'un enfant de l'agent ou de son conjoint ;

* de la participation à la fête de la jeunesse laïque d'un enfant de l'agent ou de son conjoint ;

* de l'exercice des fonctions de président, d'assesseur ou de secrétaire ou de témoin d'un bureau de vote, d'un bureau de dépouillement ou d'un bureau principal ;

- les congés exceptionnels pour cas de force majeure à savoir 10 jours maximum dont 4 jours rémunérés ;

- les pauses d'allaitement ;

- le congé de maternité à l'exception du congé pour prestations réduites avant l'accouchement ;

- le congé de paternité ;

- le congé d'accueil en vue d'adoption ;

- le congé parental ;

- le congé de maladie ;

- la dispense de service pour examen de médecine préventive ;

- le congé pour donner des soins palliatifs ;

- le congé politique.

§ 2. Lors de son entrée en fonction dans un Cabinet, l'agent détaché ne peut utiliser le solde de ses jours de congé annuel des années antérieures. Ce solde est figé jusqu'à la fin du détachement.

§ 3. Les autres modalités relatives à l'octroi et au report des congés sont réglées par la circulaire exécutant le présent arrêté.

§ 4. L'agent détaché bénéficiant d'un congé au sein de son employeur d'origine peut continuer à en bénéficier jusqu'à son terme lors d'un détachement à temps plein au Cabinet.

Art. 34. § 1^{er}. Les modalités relatives au congé politique sont réglées par la circulaire exécutant le présent arrêté.

§ 2. Eu égard aux caractéristiques du SePAC, à ses missions et à la neutralité indispensable dans l'exercice de ses fonctions à l'égard des Cabinets ministériels, tout agent appartenant au SePAC ne pourra exercer un mandat politique, à quelque niveau que ce soit, ou une fonction qui peut y être assimilée ni bénéficier d'un congé de nature politique.

Section 9. — Frais divers, contre-valeur financière et utilisation de voiture

Art. 35. § 1^{er}. Les agents du Cabinet peuvent bénéficier d'un abonnement sur un moyen de transport en commun, de leur domicile ou résidence habituelle au lieu d'implantation du Cabinet.

L'abonnement d'un agent détaché, même à titre gratuit, est à charge du Cabinet.

§ 2. Par arrêté dérogatoire motivé du Ministre concerné, il peut être attribué une contre-valeur financière représentant le coût d'abonnement(s) de transport en commun du trajet domicile ou résidence habituelle - lieu de travail. Cette contre-valeur est accordée au prorata des prestations. Pour en bénéficier, les agents fournissent une copie du certificat d'immatriculation attestant qu'il s'agit de leur véhicule personnel ou d'une personne faisant partie du ménage. Les étudiants et les experts ne peuvent bénéficier de contre-valeur financière ni de véhicule de fonction mis à disposition par le Cabinet.

Il ne peut être accordé d'abonnement ni de contre-valeur financière aux agents mis à disposition du Ministre sorti de charge.

Art. 36. Dans les limites des crédits budgétaires du Cabinet, le Ministre désigne les autres agents de son Cabinet autorisés à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service dans les conditions prévues pour les agents des Services du Gouvernement et fixe le contingent kilométrique individuel à leur octroyer annuellement. Ce contingent ne peut dépasser 12.000 km par an et par bénéficiaire.

Le taux de l'indemnité kilométrique est fixé conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, et indexé au mois de juillet de chaque année via une circulaire du pouvoir fédéral adaptant ce montant.

Art. 37. Les frais d'abonnement au réseau de téléphonie mobile et data des agents du Cabinet sont pris en charge par le Cabinet. Les dispositions en matière d'avantage de toute nature sont applicables au-delà de certains montants fixés forfaitairement dans la circulaire.

L'ATN sera prélevé selon les directives de l'ONSS.

Section 10. — Fin de fonction et fin de détachement

Art. 38. § 1^{er}. Le Gouvernement met fin aux fonctions ou au détachement du Chef de Cabinet.

§ 2. Le Chef de Cabinet peut être autorisé, par arrêté du Gouvernement, à porter le titre honorifique de ses fonctions à condition de les avoir exercées durant deux années au moins.

Pour le calcul de ces deux années, le Gouvernement peut tenir compte de la durée des prestations que le Chef de Cabinet a effectuées auprès d'un Gouvernement d'un autre niveau de pouvoir à la condition qu'il n'y ait pas de rupture de continuité.

§ 3. Le Ministre concerné met fin aux fonctions ou au détachement des autres agents du Cabinet.

Art. 39. Le Gouvernement met fin aux fonctions ou au détachement du Secrétaire du Gouvernement.

Art. 40. § 1^{er}. Sur proposition des Ministres-Présidents, il peut être mis fin aux fonctions ou au détachement du directeur du SePAC.

§ 2. Le Ministre-Président du Gouvernement wallon peut mettre fin aux fonctions ou au détachement des membres du SePAC à charge de la Région wallonne.

§ 3. La désignation de l'agent du SePAC en qualité d'expert à 1/10^{ème} temps dans l'autre entité prendra automatiquement fin.

Art. 41. § 1^{er}. Le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux agents qui ont occupé une fonction dans un Cabinet et qui ne bénéficient d'aucun revenu.

§ 2. En dérogation au paragraphe 1^{er}, le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un Cabinet dont les seuls revenus sont constitués :

a) d'allocations de chômage, d'allocations d'insertion ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité ;

b) de la rémunération liée à l'exercice exclusif d'une ou de plusieurs fonctions à temps partiel ;

c) une pension de survie ou le revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'action sociale.

L'allocation forfaitaire de départ est diminuée, après pondération, des revenus bruts procurés sous a), b) et c) pour la période correspondante.

§ 3. L'allocation forfaitaire de départ est accordée à concurrence de :

- un mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois accomplis ;

- deux mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de six mois à douze mois accomplis ;

- trois mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de douze mois à dix-huit mois accomplis ;

- quatre mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de dix-huit mois à vingt-quatre mois accomplis ;

- maximum cinq mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de vingt-quatre mois.

§ 4. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période d'activité ininterrompue visée au paragraphe 3 du présent article, le temps passé dans un Cabinet ministériel autre que celui dont dépend l'agent, pour autant qu'il n'y ait pas eu interruption des activités entre la fin et le début des fonctions au sein des Cabinets ministériels.

§ 5. Le montant mensuel brut de l'allocation forfaitaire de départ est le montant mensuel brut indexé de l'allocation annuelle de Cabinet tenant lieu de traitement visé à l'article 17 relatif au dernier mois d'activité que la personne concernée a exercé pendant au moins trois mois, pondéré en fonction du régime des prestations, en ce compris, s'il échet, le montant de la majoration dont elle aurait éventuellement fait l'objet, l'allocation forfaitaire mensuelle visée à l'article 21 ou l'allocation de foyer ou de résidence.

Aucune augmentation de l'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement ni de majoration ne peut être accordée durant l'année de référence de fin de législature.

§ 6. L'allocation forfaitaire de départ est octroyée par mensualités. La condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au paragraphe 2.

§ 7. L'ordonnateur primaire ou son délégué fournit, sans délai, au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au contrôle interne (SePAC) tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 8. Il n'est dû aucune allocation forfaitaire de départ aux agents qui démissionnent, qui sont ou partent à la retraite, ou dont il est mis fin aux fonctions pour faute grave. Il n'est pas dû d'allocation forfaitaire de départ aux agents détachés, aux experts et aux étudiants.

La faute grave ne doit pas être reconnue comme grave au sens de la loi sur le contrat de travail mais comme étant un comportement fautif établi par rapport de service ayant rompu définitivement la relation de confiance unissant l'agent au Ministre dont il dépend.

§ 9. L'arrêté de fin de fonction mentionne l'octroi éventuel de l'allocation forfaitaire de départ. Les conditions d'octroi seront toutefois vérifiées par le SePAC.

§ 10. Les modalités d'octroi et de calcul de l'allocation forfaitaire de départ sont réglées par la circulaire exécutant le présent arrêté.

Art. 42. A la fin de leur détachement et en fonction du statut de l'employeur d'origine, les agents détachés peuvent bénéficier d'un congé de fin de Cabinet fixé à concurrence d'un jour ouvrable par mois de détachement proratisé en cas de prestations à temps partiel avec un minimum de trois jours ouvrables et un maximum de quinze jours ouvrables. Il est octroyé par l'autorité fonctionnelle dont relèvent ces derniers sur la base de l'arrêté ministériel de fin de fonction par le Ministre concerné.

Art. 43. § 1^{er}. Si par suite des nécessités du service, les agents désignés, n'ont pas pu prendre tout ou partie de leur congé annuel de vacances avant la cessation définitive de leurs fonctions, il leur est octroyé une allocation compensatoire dont le montant est égal à leur dernier traitement afférent aux jours de congés non pris.

§ 2. Les congés à prendre en compte sont ceux de l'année en cours proratisés en fonction du régime et de la période de prestation, ainsi que ceux reportés pour les besoins du service.

§ 3. Cette allocation de compensation n'est pas accordée aux agents qui bénéficient d'une allocation forfaitaire de départ, aux étudiants, aux experts ni aux agents détachés.

§ 4. Pour l'application du présent article, le traitement à prendre en considération est le montant mensuel brut indexé de l'allocation annuelle de Cabinet tenant lieu de traitement visé à l'article 17 pondéré en fonction du régime des prestations, en ce compris, s'il échet, le montant de la majoration dont elle aurait éventuellement fait l'objet, l'allocation forfaitaire mensuelle visée aux articles 21 ou l'allocation de foyer ou de résidence.

Section 11. — Cellule de fin de Cabinet

Art. 44. § 1^{er}. A l'occasion d'un changement de législature ou d'un remaniement ministériel, dans le souci d'assurer une passation de pouvoirs harmonieuse, une cellule composée comme suit est maintenue en service dans chacun des Cabinets ministériels pendant une durée d'un mois :

- le secrétaire de Cabinet sortant ;
- l'ordonnateur délégué sortant sauf si cette fonction est exercée par le Secrétaire de Cabinet ;
- le correspondant budgétaire sortant ;
- le correspondant informatique sortant sauf si la gestion informatique était confiée au SePAC ;
- un collaborateur sortant ;
- un chauffeur sortant.

Cette désignation doit faire l'objet d'un arrêté ministériel ad hoc signé par le Ministre sortant et correspondre à une présence effective.

§ 2. La cellule de fin de Cabinet a pour obligation de transmettre les lieux et moyens logistiques mis à disposition en parfait état de fonctionnement pour le nouveau Cabinet.

§ 3. Les Services du Gouvernement wallon sont chargés de dresser l'état des lieux, en qualité de conseiller technique, et de surveiller les travaux à effectuer dans les locaux occupés par les Cabinets ministériels. Ils sont chargés de répondre à première demande aux besoins rencontrés pour le fonctionnement des Cabinets ministériels.

Section 12. — Collaborateurs des Ministres sortis de charge

Art. 45. Des agents peuvent être mis à disposition de chaque membre du Gouvernement sortant n'exerçant plus de fonctions ministérielles.

Art. 46. § 1^{er}. Les agents mis à disposition des Ministres sortis de charge sont désignés ou détachés par le Ministre-Président du Gouvernement effectif sur proposition du Ministre sorti de charge.

§ 2. Ils sont placés sous l'autorité du Ministre-Président du Gouvernement effectif. La gestion administrative de leur dossier est confiée au SePAC.

Art. 47. § 1^{er}. Les agents mis à disposition d'un Ministre sorti de charge sont au nombre de deux, dont maximum 1 exerçant les fonctions de niveau 1 et 1 collaborateur.

Ils peuvent être mis à disposition de chaque membre du Gouvernement sortant n'exerçant plus de fonctions ministérielles, pour une période prenant cours à la date de la démission de ce dernier. La durée est calculée au prorata de la durée du mandat ministériel exercé par le Ministre, sans pouvoir être supérieur à 5 ans. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période l'exercice ininterrompu de mandats ministériels au sein d'un ou de plusieurs Gouvernements.

§ 2. La répartition des fonctions fixées au paragraphe 1^{er} ne peut être modifiée que moyennant l'accord du Ministre-Président du Gouvernement en fonction, sans que le nombre maximum calculé en équivalent temps plein et le niveau des agents puissent être dépassés. Le temps de travail minimum de ces agents ne peut être inférieur à un mi-temps.

§ 3. Si le membre du Gouvernement sortant est également membre du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le nombre maximum d'agents mis à sa disposition ne pourra excéder le nombre visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 48. § 1^{er}. La rémunération octroyée aux agents mis à disposition des Ministres sortis de charge est identique aux barèmes de rémunération applicables au Service public de Wallonie. Les échelles de rémunération sont les suivantes :

- agent de niveau 1 : échelle A5;
- collaborateur de niveau 2+ : échelle B2 ;
- collaborateur de niveau 2 : échelle C2.

§ 2. Le grade comme l'ancienneté réelle seront établis et valorisés conformément aux règles applicables au sein de l'administration wallonne.

§ 3. Il est alloué aux agents détachés mis à disposition des Ministres sortis de charge une allocation annuelle de Cabinet fixée comme suit à l'index 138,01 :

- pour les agents de niveau 1, à un montant compris entre 3.402,84 € et 6.465,39 € ;
- pour les collaborateurs, à un montant compris entre 2.381,99 € et 4.423,69 €.

§ 4. Ces agents ne peuvent bénéficier d'aucune majoration ni d'aucune indemnité, de chèques repas, de frais ou de remboursements quelconques ni d'AFD.

Art. 49. Leur résidence administrative sera fixée au domicile du Ministre sorti de charge.

Art. 50. Le Ministre-Président du Gouvernement en fonction met fin aux fonctions ou au détachement des agents mis à disposition des Ministres sortis de charge, au plus tard à la fin de la période définie de mise à disposition.

Section 13. — Centralisation

Art. 51. § 1^{er}. Préalablement à la finalisation de tous recrutements et détachements ou à toutes modifications administratives ou pécuniaires ultérieures, les Cabinets envoient une copie des projets d'arrêtés, accompagnés de la fiche signalétique et du formulaire d'engagement, au SePAC, chargé de vérifier, endéans les 4 jours ouvrables, la conformité du libellé conformément aux dispositions du présent arrêté et de s'assurer que les moyens budgétaires disponibles sur les articles de base dédiés aux traitements et indemnités du Cabinet sont suffisants pour permettre la prise en charge des dépenses y afférentes.

§ 2. Les Cabinets concernés envoient, par la suite, un original et deux copies conformes de chaque arrêté au SePAC. Le SePAC sollicite le visa du secrétaire du Gouvernement chargé du contrôle de la composition des Cabinets ministériels et du Secrétariat du Gouvernement, celui-ci vise et estampille les arrêtés et les retourne au SePAC qui, seulement après réception des arrêtés visés, peut procéder à la liquidation des rémunérations.

Section 14. — Divers

Art. 52. Les instructions, ordres de services et dossiers concernant l'Administration, qui relèvent des attributions du Ministre, sont communiqués par le Chef de Cabinet.

Il en est de même pour le directeur du SePAC, ayant rang de Chef de Cabinet, en ce qui concerne le suivi des décisions du Gouvernement en rapport avec l'administration, l'instruction de dossiers en liaison avec l'administration ou encore la gestion journalière des bâtiments mis à disposition des Cabinets ministériels ou du SePAC.

A l'exception du secrétaire de Cabinet ou de l'ordonnateur délégué pour l'exercice de leurs compétences fonctionnelles, les agents du Cabinet ne peuvent traiter avec l'Administration que par l'intermédiaire du Chef de Cabinet ou avec son autorisation.

Art. 53. Pour tout achat supérieur à 15.000 € (hors T.V.A.), l'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre-Président est préalablement requis.

Pour toute achat de véhicule, l'avis de l'Inspection des Finances est requis.

Section 15. — Dispositions finales

Art. 54. Une circulaire du Gouvernement détermine les procédures à appliquer par les Ministres et leur Cabinet, et en fixe notamment les modalités réglementaires (acquisition et utilisation des véhicules, frais de téléphonie mobile et data...).

Art. 55. Un règlement d'ordre intérieur commun applicable à tous les agents du Cabinet ministériel modalise les règles de fonctionnement.

Chaque Cabinet pourra y ajouter ses règles propres conformément aux principes édictés dans la base commune.

Art. 56. Le présent arrêté s'applique de la même manière au Secrétariat du gouvernement, au SePAC et aux cellules du gouvernement.

Art. 57. L'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon est abrogé.

Art. 58. Le présent arrêté entre en vigueur le 13 septembre 2019.

Art. 59. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 septembre 2019.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/30867]

14. SEPTEMBER 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, das Sekretariat der Wallonischen Regierung und das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette (SePAC)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 19. November 2015 zur Zustimmung zum Kooperationsabkommen zwischen der Wallonischen Regierung, der Französischen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaftskommission über die kostenlose Abordnung von Bediensteten in die ministeriellen Kabinette;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. August 2017 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung;

Aufgrund der Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 14. September 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

In Erwägung der Dringlichkeit wegen der Unerlässlichkeit, die Kontinuität der Tätigkeiten der ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung sicherzustellen;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Abschnitt 1 — Die Akteure der Wallonischen Regierung

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass ist auf die folgenden Akteure der Wallonischen Regierung anwendbar:

- die ministeriellen Kabinette;
- das Sekretariat der Regierung;
- das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette (SePAC).

Art. 2 - Ein ministerielles Kabinett ist seinem Wesen nach eine politische Instanz. Es unterstützt den Minister bei seinen vielfältigen Tätigkeiten. Obwohl es ein öffentlicher Dienst ist, handelt es sich nicht um eine Verwaltung. Sein Personal kann im Laufe der Ausübung seiner Tätigkeiten nicht den Status eines endgültig ernannten Beamten erlangen, und unterliegt ebenfalls nicht dem Gesetz vom 3. Juli 1978 über den Arbeitsvertrag. Es unterliegt einem administrativen Stand sui generis.

Art. 3 - Das Sekretariat der Regierung hat gegenüber den ministeriellen Kabinetten eine unabhängige Arbeitsweise. Es untersteht dem Ministerpräsidenten.

Art. 4 - § 1. Gemeinsame Aufgaben aller Kabinettssekretariate der Wallonischen Regierung und der Regierung der Föderation Wallonie-Brüssel werden zusammengelegt und einem spezifischen und ständigen Büro, das beiden Befugnisebenen gemeinsam ist und "Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette" (SePAC) genannt wird, anvertraut.

Dieses Büro hat seinen Sitz in Namur, arbeitet unabhängig von den ministeriellen Kabinetten und wird für die wallonischen Angelegenheiten unter die funktionelle Aufsicht des Ministerpräsidenten der Wallonischen Regierung und für die Angelegenheiten der Französischen Gemeinschaft unter die funktionelle Aufsicht des Ministerpräsidenten der Regierung der Französischen Gemeinschaft gestellt.

§ 2. Ein Vereinbarungsprotokoll zwischen der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft bestimmt die Tätigkeiten und die Synergien in Sachen Arbeitsweise und Organisation des SePAC.

Abschnitt 2 — Synergien mit der Regierung der Französischen Gemeinschaft

Art. 5 - § 1. Zwecks einer optimalen Verwaltung der zu ihrer Verfügung gestellten menschlichen Ressourcen legen die Minister, die gleichzeitig innerhalb der Regierungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft tagen, die Organisation und den Arbeitsort der Bediensteten ihrer Kabinette fest.

§ 2. Um die Betriebskosten zu verringern und größenbedingte Kostenvorteile zu erreichen, bestimmen sie ebenfalls die Bedingungen für die Verwendung und die Verteilung der logistischen Mittel, über die sie verfügen. Das SePAC gewährleistet die Kontrolle der Inventare und Haushaltsbeschränkungen, die jeder Körperschaft eigen sind.

§ 3. Die Haushaltslast der logistischen Mittel, die mit der Ausübung des Amtes eines Bediensteten verbunden ist, wird auf die Existenzmittel des Kabinetts, das seine Entlohnung übernimmt, angerechnet.

Abschnitt 3 — Globaler Höchstbetrag der Existenzmittel und Definition des als Referenz dienenden Multiplikationskoeffizienten

Art. 6 - Der als Referenz dienende Multiplikationskoeffizient ist die pauschale Anzahl Vollzeitäquivalenten, der ein gegebenenfalls indexierter Nennwert entspricht, und der den Gesamthaushalt eines ministeriellen Kabinetts oder des Sekretariats der Regierung darstellt.

Art. 7 - § 1. Der Nennwert nach Artikel 5 wird auf 58.140€ pro Jahr und pro Vollzeitäquivalenten (VZÄ) festgelegt. Dieser gegebenenfalls indexierte Betrag deckt die Kosten für die Entlohnung eines Bediensteten, seine unterschiedlichen Vergütungen, seine Funktions- und Vermögenskosten.

§ 2. Der als Referenz dienende Multiplikationskoeffizient beträgt 41 VZÄ für einen Minister, 55 VZÄ für einen Vizepräsidenten und 68 VZÄ für den Ministerpräsidenten.

Der Multiplikationskoeffizient nach Absatz 2 wird automatisch um 5 VZÄ verringert, wenn das Mitglied der Wallonischen Regierung ebenfalls Mitglied der Regierung der Französischen Gemeinschaft ist.

Der als Referenz dienende Multiplikationskoeffizient umfasst nicht die Sachverständigen, Reinigungskräfte und Studenten. Diese können nur im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel eingestellt werden.

Für das Sekretariat der Regierung beträgt der als Referenz dienende Multiplikationskoeffizient 11 VZÄ.

§ 3. Jeder Minister kann die Haushaltsmittel für einen VZÄ auf ein anderes ministerielles Kabinett oder auf VZÄ ohne Haushaltsmittel übertragen. Eine Kopie des Übertragungserlasses wird dem Ministerpräsidenten übermittelt. Ein Original und zwei gleichlautende Kopien werden dem SePAC übermittelt.

§ 4. Wenn der Minister innerhalb einer Körperschaft benannt worden ist, bleibt er dieser Körperschaft hauptsächlich zugeordnet, auch im Falle einer ministeriellen Umbildung oder einer Benennung in beiden Körperschaften.

Abschnitt 4 — Zusammensetzung

Art. 8 - § 1. Das Kabinett eines Ministers kann sich aus folgenden Personen zusammensetzen:

- Bediensteten der Stufe 1, mit einer universitären oder gleichwertigen Ausbildung;
- Mitarbeitern, worunter einer Haushaltskorrespondent ist, einschließlich der Fahrer;
- Wartungspersonal;
- Sachverständigen;
- Studenten.

Kein Kabinettsbediensteter darf mit dem Minister bis zum zweiten Grad einschließlich verwandt oder verschwägert sein.

§ 2. Unter den Bediensteten der Stufe 1 zählt das Kabinett eines Ministers einen Kabinettschef. Die Kabinette der Vizepräsidenten und des Ministerpräsidenten verfügen über 2 Kabinettschefs.

Das Amt eines beigeordneten Kabinettschefs, eines Kabinettssekretärs, eines Beraters und eines Attachés wird von Bediensteten der Stufe 1 ausgeübt.

Das Amt eines Haushaltskorrespondenten wird von einem Mitarbeiter oder einem Bediensteten der Stufe 1 ausgeübt.

Der Minister kann über einen Privatsekretär verfügen.

§ 3. Unter den Mitarbeitern zählt das Kabinett eines Ministers höchstens 5 VZÄ, die das Amt eines Fahrers ausüben. Die Kabinette der Vizepräsidenten und des Ministerpräsidenten zählen höchstens 6 VZÄ, die das Amt eines Fahrers ausüben.

§ 4. Hinsichtlich der Reinigungskräfte kann ein Bediensteter für jeweils 10 Räume eingestellt werden, wenn die Reinigung der gesamten Räume des Kabinetts nicht einer Privatfirma anvertraut wird.

§ 5. Die Sachverständigen können entlohnt oder nicht entlohnt werden. Sie werden für 1/10. oder 2/10. Zeit oder für eine genau bestimmte Arbeit eingestellt.

- die gesamten benannten entlohnten Sachverständigen dürfen nicht mehr als 1 VZÄ/Jahr für die Kabinette der Minister, 1,5 VZÄ/Jahr für die Kabinette der Vizepräsidenten und 2 VZÄ/Jahr für das Kabinett des Ministerpräsidenten darstellen.

- den nicht entlohnten Sachverständigen können die verschiedenen Unkosten in Verbindung mit der Ausübung ihres Amtes erstattet werden. Die Tage und Uhrzeiten, an denen die Sachverständigen ihre Leistungen erbringen, werden genau bestimmt, um eine Kontrolle durch den Kabinettssekretär oder den Kabinettschef zu ermöglichen.

Das gesamte Kontingent oder ein Teil davon, das nicht von einem Kabinett benutzt wird, kann einem anderen Kabinett, dem Sekretariat der Regierung oder dem SePAC übertragen werden.

Diese Übertragung hat keinerlei finanzielle Auswirkungen und muss durch einen ministeriellen Erlass formalisiert werden.

§ 6. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel können Studenten, höchstens 1 VZÄ pro Jahr, eingestellt werden.

Art. 9 - Das Sekretariat der Wallonischen Regierung setzt sich aus 11 VZÄ zusammen, mit folgender Verteilung:

- 6 Bediensteten der Stufe 1, worunter der Sekretär der Regierung;
- 5 Mitarbeitern.

Art. 10 - § 1. Das zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region fallende Personal des SePAC setzt sich aus den nachstehenden Bediensteten mit folgender Verteilung zusammen:

- 1 Direktor;
 - 2 Bediensteten der Stufe 1, worunter ein Auditor;
 - 11 Mitarbeitern, worunter 2 dezentrale Kassenführer und 3 Informatiker;
 - 2 Ausführungsbediensteten, worunter 1 Fahrer;
- d.h. insgesamt 16 VZÄ.

§ 2. Um über eine rechtliche Legitimität in allen ausgeübten Ämtern zu verfügen, wird jeder Bedienstete des SePAC mit Ausnahme der Ausführungsbediensteten in der anderen Körperschaft als 1/10-zeitiger, nicht entlohnter Sachverständiger benannt.

§ 3. Im Rahmen der dem SePAC gewährten Haushaltsmittel kann der Ministerpräsident außerhalb des zugelassenen Stellenplans für punktuelle oder spezifische Aufträge einen oder mehrere Sachverständige für insgesamt höchstens 0,5 VZÄ pro Jahr benennen.

§ 4. Unter den in vorliegendem Artikel genannten Bediensteten bestimmt der Ministerpräsident einen ordentlichen dezentralen Kassenführer und einen oder mehrere stellvertretende dezentrale Kassenführer sowie einen Einnahmekassenführer und einen Haushaltskorrespondenten.

Art. 11 - Die folgenden Personen können als Bedienstete der Stufe 1 im Sinne des vorliegenden Erlasses betrachtet werden:

- die Inhaber eines Universitäts- oder gleichwertigen Diploms oder eines Masterdiploms;
- die Inhaber einer Erfahrung, die als gleichwertig erachtet wird, um die mit der Eigenschaft eines Bediensteten der Stufe 1 verbundenen Ämter innerhalb des Kabinetts ausüben zu können. In diesem Fall gilt die Eigenschaft als Stufe 1 nur für das innerhalb des Kabinetts ausgeübte Amt. Diese Erfahrung muss in dem ministeriellen Erlass zur Benennung des Bediensteten Gegenstand einer ausdrücklich Begründung sein, und durch die ordentlich ausgefüllte Bescheinigung belegt werden.

Diese Bescheinigung wird vom Kabinettssekretär ausgestellt, und betrifft nur das innerhalb des Kabinetts ausgeübte Amt.

Abschnitt 5 — Benennung und Abordnung

Art. 12 - § 1. Die Bediensteten der ministeriellen Kabinette oder Akteure der Regierung können entweder benannt oder von einem öffentlichen Dienst des Föderalstaats, einem autonomen öffentlichen Unternehmen, einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer von den Gemeinschaften oder den Regionen, Provinzen, Gemeinden, von der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission oder der Französischen Gemeinschaftskommission, oder von einer organisierten oder subventionierten Unterrichtsanstalt abhängenden Dienststelle oder Verwaltung abgeordnet werden.

Für die in die Kabinette abgeordneten Personen wird empfohlen, Bedienstete, die in ihrer ursprünglichen Instanz statutarische Personalmitglieder sind, heranzuziehen. In Bezug auf vertragsgebundene Personen, die in ein Kabinett abgeordnet werden, gilt es, die im Gesetz vom 24. Juli 1987 festgelegten Bedingungen einzuhalten (Gesetz über die zeitweilige Arbeit, die Leiharbeit und die Arbeitnehmerüberlassung).

§ 2. Die in ein Kabinett abgeordneten Bediensteten können weder an ihrem ursprünglichen Arbeitsplatz im Amt bleiben, noch die mit diesem Amt verbundenen Zuständigkeiten ausüben, sei es auch als Teilzeitbeschäftigung.

§ 3. Die Leiter von öffentlichen Einrichtungen, die in das Kabinett eines Ministers abgeordnet oder dort benannt werden, erbringen in diesen Einrichtungen keinerlei Leistungen mehr, und zwar weder voll-, noch teilzeitlich.

§ 4. Die Benennung und Abordnung von Bediensteten erfolgt unter Einhaltung der anwendbaren Bestimmungen in Sachen Interessenkonflikte und Unvereinbarkeiten, so wie sie im Rundschreiben zur Umsetzung des vorliegenden Erlasses erläutert werden.

Art. 13 - § 1. Die Kabinettschefs werden durch einen Erlass der Regierung benannt oder abgeordnet. Der ministerielle Erlass zur Regelung der Modalitäten in Bezug auf den Amtsantritt wird in Ausführung dieses Erlasses der Regierung verabschiedet.

§ 2. Die anderen Bediensteten des Kabinetts werden vom betreffenden Minister benannt oder abgeordnet.

Art. 14 - § 1. Der Sekretär der Regierung wird von der Regierung mit dem Dienstrang eines Kabinettschefs benannt oder abgeordnet, in der Annahme, dass das Amt nicht durch einen der Kabinettschefs des Ministerpräsidenten ausgeübt wird. Wenn der Sekretär der Regierung abwesend ist, kann die Regierung dessen Amt ausnahmsweise einem anderen Bediensteten übertragen.

§ 2. Die anderen Mitglieder des Sekretariats der Regierung werden vom Ministerpräsidenten benannt oder abgeordnet.

Art. 15 - § 1. Der Direktor des SePAC wird auf Vorschlag des Ministerpräsidenten der Wallonischen Regierung von der Wallonischen Regierung benannt oder abgeordnet. Er verfügt ebenfalls über die Eigenschaft als Sachverständiger, die von der Regierung der Französischen Gemeinschaft gewährt wird, um eine rechtliche Bindung mit den beiden Körperschaften zu gewährleisten.

§ 2. Die anderen Mitglieder des SePAC, die zu Lasten der Wallonischen Region fallen, werden vom Ministerpräsidenten der Wallonischen Regierung benannt oder abgeordnet.

Art. 16 - Die Modalitäten der Abordnung werden im Rundschreiben zur Umsetzung des vorliegenden Erlasses angegeben.

Abschnitt 6 — Zuwendungen und Vergütungen

Unterabschnitt 1 — Beträge

Art. 17 - § 1. Den in den ministeriellen Kabinetten benannten Bediensteten wird eine als Gehalt geltende jährliche Kabinettszuwendung gewährt.

Die an den Index 138,01 gebundene, als Gehalt geltende jährliche Kabinettszuwendung entspricht:

- für die Kabinettschefs einem Betrag zwischen 46.910,59 € und 66.115,99 €;
- für die Mitglieder der Stufe 1 einem Betrag zwischen 21.112,38 € und 56.517,16 €;
- für die Mitarbeiter einem Betrag zwischen 13.257,38 € und 39.981,53 €;
- für die Sachverständigen einem je nach ihrer Beschäftigungszeit berechneten Betrag zwischen 13.257,38 € und 66.115,99 €;
- für das Ausführungspersonal einem Betrag zwischen 13.257,38 € und 31.516,60 €.

§ 2. Die jährliche Kabinettszuwendung wird nach einer Abwesenheit von mehr als dreißig Tagen aufgehoben. Der Bedienstete muss die vorschriftsmäßigen Formalitäten bei seiner Krankenkasse erledigen. Der abgeordnete Bedienstete wird seine ursprüngliche Verwaltung informieren, die über jede Abwesenheit des abgeordneten Bediensteten benachrichtigt werden muss.

Art. 18 - § 1. Den in die ministeriellen Kabinetten abgeordneten Bediensteten wird eine jährliche Kabinettszuwendung gewährt.

Die an den Index 138,01 gebundene, jährliche Kabinettszuwendung entspricht:

- für die Kabinettschefs einem Betrag in Höhe von 8.507,09 €;
- für die Mitglieder der Stufe 1 einem Betrag zwischen 3.402,84 € und 6.465,39 €;
- für die Mitarbeiter einem Betrag zwischen 2.381,99 € und 4.423,69 €.

§ 2. Die jährliche Kabinettszuwendung wird nach einer Abwesenheit von mehr als dreißig Tagen aufgehoben und der abgeordnete Vertragsbedienstete muss die vorschriftsmäßigen Formalitäten bei seiner Krankenkasse erledigen und seine ursprüngliche Verwaltung über jede Abwesenheit informieren.

Art. 19 - In Anwendung der einschlägigen Rechtsvorschriften wird die an den abgeflachten Gesundheitsindex gebundene Entlohnung der Studenten auf folgende Beträge festgelegt:

- 7,27 € für diejenigen Studenten, die bei ihrem Dienstantritt über das Zeugnis der unteren Sekundarstufe oder ein gleichwertiges Diplom verfügen;
- 7,49€ für diejenigen Studenten, die bei ihrem Dienstantritt über das Zeugnis der oberen Sekundarstufe oder ein gleichwertiges Diplom verfügen.

Die Anzahl Studenten, die auf eine Entlohnung in Höhe von 7,49 € Anspruch haben, ist auf höchstens 50 % der Gesamtanzahl Studenten beschränkt, die eingestellt werden können.

Art. 20 - Durch begründeten Beschluss und mit dem Einverständnis des Ministerpräsidenten ist der Minister berechtigt, für die in Artikeln 17 bzw. 18 genannten als Gehalt geltenden jährlichen Kabinettszuwendungen bzw. jährlichen Kabinettszuwendungen im Rahmen der dem Kabinett erteilten Haushaltsmittel eine Erhöhung zu beantragen.

Die entsprechenden Gewährungsmodalitäten werden im Rundschreiben zur Umsetzung des vorliegenden Erlasses angegeben.

Art. 21 - Den Mitarbeitern, die das Amt eines Fahrers ausüben, werden die folgenden, an den Index 138,01 gebundenen Beträge gewährt:

1° neben ihrer Entlohnung eine monatliche Pauschalzuwendung in Höhe von 272,22 €. Für den persönlichen Fahrer des Ministers wird die monatliche Pauschalzuwendung auf 476,38 € festgelegt, wobei der zusätzliche Betrag in Höhe von 204,16 € die zusätzlichen außergewöhnlichen Dienstleistungen deckt, zu denen die Dienstfahrten des Ministers Anlass geben. Für den Fahrer des Kabinettschefs wird die monatliche Pauschalzuwendung auf 374,30 € gebracht;

2° eine an die Arbeitsschwere gebundene jährliche Pauschalvergütung in Höhe von 2.478,20 €.

Diese Zuwendungen sind kumulierbar. Ihnen kann keine weitere Zuwendung noch Vergütung gewährt werden.

Art. 22 - § 1. Die im Kabinett benannten Bediensteten haben Anspruch auf eine Haushalts- oder Wohnsitzzulage, Urlaubsgeld, eine Jahresendzulage und Essensgutscheine.

§ 2. Die Essensgutscheine der statutarischen oder Vertragsbediensteten gehen zu Lasten des Kabinetts.

Sachverständige und Studenten haben keinen Anspruch auf Essensgutscheine.

Die Gewährungsmodalitäten für Essensgutscheine werden im Rundschreiben zur Umsetzung des vorliegenden Erlasses angegeben.

Art. 23 - § 1. Auf Grundlage der Erfahrung in Bezug auf die intensive Arbeit in ministeriellen Kabinetten wird grundsätzlich davon ausgegangen, dass jeder Verantwortlicher eines Kabinetts wöchentlich 10 Arbeitsstunden der Telearbeit widmet.

Den Bediensteten, die auf struktureller und regelmäßiger Basis einen Teil ihrer Arbeit zuhause verrichten und dort über einen Platz für ihre Arbeit verfügen, wird somit ein jährlicher Pauschalbetrag als Vergütung für die regelmäßige Telearbeit gewährt. Diese Vergütung ist an den abgeflachten Gesundheitsindex gebunden.

Der Pauschalbetrag der Vergütung wird je nach den folgenden im Kabinett ausgeübten Ämtern wie folgt festgelegt:

- Kabinettschef und beigeordneter Kabinettschef: 1.523,28 €;

- Berater und Kabinettssekretär: 1.523,28 €;
- Attaché, Privatsekretär, Haushaltskorrespondent und dezentraler Kassenführer des SePAC: 1.248,50 €;
- Mitarbeiter: 475,01 €.

§ 2. Diese Vergütung kann den Ausführungsbediensteten, dem Empfangspersonal, den Fahrern, den Sachverständigen und den Studenten nicht gewährt werden.

Unterabschnitt 2 — Modalitäten für die Auszahlung und Rückerstattung der Gehälter, Zuwendungen und Vergütungen

Art. 24 - § 1. Für die Zahlung des Gehalts der abgeordneten Bediensteten gelten die folgenden Regeln:

1° wenn der ursprüngliche Arbeitgeber in die weitere Auszahlung des Gehalts einwilligt, bezieht der Bedienstete die in Artikel 18 genannte jährliche, gegebenenfalls erhöhte Kabinettszuwendung, oder - für die Mitarbeiter, die das Amt eines Fahrers ausüben - die in Artikel 21 genannte monatliche Pauschalzuwendung;

2° falls der ursprüngliche Arbeitgeber die Rückzahlung des Gehalts verlangt, bezieht der Bedienstete die in Artikel 18 vorgesehene, ggf. erhöhte jährliche Kabinettszuwendung oder - für die Mitarbeiter, die das Amt eines Fahrers ausüben - die in Artikel 21 genannte monatliche Pauschalzuwendung. Der betreffende Minister zahlt der ursprünglichen Dienststelle das Gehalt des Bediensteten, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche weitere Zuwendung und Vergütung zurück, die gemäß den auf diesen Bediensteten innerhalb seiner ursprünglichen Einrichtung anwendbaren Bestimmungen berechnet und gegebenenfalls um die Arbeitgeberlasten erhöht werden;

3° wenn der ursprüngliche Arbeitgeber die Zahlung des Gehalts einstellt, bezieht der Betroffene die in Artikel 17 genannte, als Gehalt geltende jährliche Kabinettszuwendung, sowie - für die Mitarbeiter, die das Amt eines Fahrers ausüben - die in Artikel 21 genannte monatliche Pauschalzuwendung.

Art. 25 - § 1. Die Anzahl der Bediensteten, deren Gehalt weiterhin zu Lasten einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer gemeinnützigen Einrichtung oder einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen gegründeten juristischen Person öffentlichen Rechts geht und die unter die Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft oder der Wallonischen Regierung fallen, wird auf 5 für einen Minister, 6 für einen Vizepräsidenten und 7 für einen Ministerpräsidenten beschränkt.

§ 2. Das gesamte Kontingent oder ein Teil davon, das nicht von einem Kabinett benutzt wird, kann einem anderen Kabinett, dem Sekretariat der Regierung oder dem SePAC übertragen werden.

Diese Übertragung hat keinerlei finanzielle Auswirkungen und muss durch einen ministeriellen Erlass formalisiert werden.

Art. 26 - Die in den Artikeln 17, 18, 20, 21 und 22 vorgesehenen Zuwendungen und Vergütungen werden jeden Monat nachträglich ausgezahlt. Die monatliche Vergütung oder Zuwendung entspricht 1/12 des Jahresbetrags.

Wenn die monatliche Vergütung oder Zuwendung nicht vollständig zu zahlen ist, wird sie nach den für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehenen Bedingungen in Dreißigsteln ausgezahlt.

Art. 27 - Die in den Artikeln 17, 18, 20, 21 und 22 vorgesehenen Zuwendungen und Vergütungen sind gemäß den durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreichs gebunden. Zu diesem Zweck werden sie an den Index 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

Art. 28 - Die Zuwendungen und Vergütungen werden im Falle von Abwesenheiten von mehr als 30 Kalendertagen aufgehoben.

Abschnitt 7 — Rechtslage und sonstige statutarische Bestimmungen

Art. 29 - Die in dem vorliegenden Erlass genannten Bediensteten unterliegen einer Regelung sui generis. Das Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge ist nicht anwendbar.

Ihre Benennung oder Abordnung ist ausschließlich das Ergebnis einseitiger Verwaltungshandlungen von individueller Tragweite eines Ministers oder der Regierung. Besitzen sie nicht die Eigenschaft von endgültig benannten Bediensteten, so unterliegen sie jedoch dem Statut der Sozialsicherheit für die Vertragspersonalmitglieder des Staates. Das abgeordnete statutarische Personal bleibt der sozialen Sicherheit ihres ursprünglichen Arbeitgebers unterworfen.

Art. 30 - Der Amtssitz der Bediensteten der Kabinette und der Studenten wird vom Minister am Sitz des Kabinetts festgelegt, mit Ausnahme der Sachverständigen.

Art. 31 - § 1. Bei einer Abwesenheit eines benannten oder abgeordneten Bediensteten des Vertragspersonals aus medizinischen Gründen über eine Dauer von mehr als dreißig Tagen kann der betreffende Minister vorsehen, dass dieser Bedienstete für die Dauer seiner finanziellen Absicherung durch die Krankenkasse ersetzt wird. Somit entstehen keine haushaltstechnischen Auswirkungen auf die Funktionskosten des Kabinetts.

§ 2. Soll ein abgeordneter Bediensteter des statutarischen Personals mit oder ohne Erstattung ersetzt werden, ist seine Abordnung zu beenden, um einen anderen Bediensteten benennen oder abordnen zu können.

Art. 32 - § 1. §3. Die Bediensteten der Kabinette dürfen ohne die schriftliche vorherige Genehmigung des Ministers keine Nebentätigkeit, kommerzielle Tätigkeit oder sonstige entlohnte Arbeit ausüben.

§ 2. Die Bediensteten der Kabinette sind verpflichtet, den Minister über jedes bezahlte oder unbezahlte Mandat jeglicher Art zu informieren, unabhängig davon, ob dieses Mandat ihnen Anspruch auf politischen Urlaub verleiht oder nicht.

Abschnitt 8 — Urlaub

Art. 33 - § 1. Die Verordnungsbestimmungen in Sachen Urlaub und Abwesenheiten der Bediensteten des statutarischen Personals und des Vertragspersonals der Dienststellen der Wallonischen Regierung, die dem Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes unterliegen, sind auf die Bediensteten der Kabinette anwendbar, mit Ausnahme der Sachverständigen und der Studenten.

- die Jahresurlaubstage, Feiertage und verordnungsrechtliche Feiertage;
- die umstandsbedingten Urlaubstage mit Ausnahme der Folgenden:

* der Wohnsitzwechsel, der im Interesse des Dienstes angeordnet ist, wenn die Versetzung die Beteiligung der Region an den Umzugskosten mit sich bringt;

* die Priesterweihe oder der Eintritt ins Kloster eines Kindes des Bediensteten oder seines Ehepartners, eines Bruders, einer Schwester, eines Schwagers, einer Schwägerin des Bediensteten;

* die feierliche Erstkommunion oder irgendwelches ähnliche Ereignis einer anerkannten Religion eines Kindes des Bediensteten oder seines Ehepartners;

* die Teilnahme an dem Fest der "bekenntnisneutralen Jugend" eines Kindes des Bediensteten oder seines Ehepartners;

* die Ausübung der Tätigkeiten eines Vorsitzenden, eines Beisitzers, eines Sekretärs oder eines Zeugen in einem Wahlbüro, Zählbürovorstand oder Hauptwahlvorstand;

- und die außergewöhnlichen Urlaubstage aufgrund höherer Gewalt bei einem Maximum von 10 Tagen, davon 4 bezahlte Tage;

- Stillpausen;

- Schwangerschaftsurlaub, mit Ausnahme des Urlaubs wegen reduzierter Leistungen vor der Entbindung;

- Vaterschaftsurlaub;

- Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption;

- Elternurlaub;

- Krankheitsurlaub;

- Dienstbefreiung für die ärztliche Vorsorgeuntersuchung;

- Urlaub, um Palliativpflege zu leisten;

- Politischer Urlaub.

§ 2. Bei seinem Dienstantritt in einem Kabinett darf der abgeordnete Bedienstete den Saldo seiner Jahresurlaubstage aus früheren Jahren nicht nutzen. Dieser Saldo wird bis zum Ende der Abordnung gesperrt.

§ 3. Die weiteren Modalitäten für die Gewährung und Übertragung von Urlaub sind in dem Rundschreiben zur Umsetzung des vorliegenden Erlasses geregelt.

§ 4. Ein abgeordneter Bediensteter, dem bei seinem ursprünglichen Arbeitgeber ein Urlaubsanspruch zusteht, kann ihn bis dieser endet bei einer Vollzeitabordnung in das Kabinett weiter in Anspruch nehmen.

Art. 34 - § 1. Die Modalitäten betreffend den politischen Urlaub sind in dem Rundschreiben zur Umsetzung des vorliegenden Erlasses geregelt.

§ 2. In Anbetracht der Merkmale des SePAC, seiner Aufgaben und der Neutralität, die für die Ausübung seiner Funktionen in Bezug auf die ministeriellen Kabinette unerlässlich ist, darf ein zum SePAC gehörender Bediensteter kein politisches Mandat auf irgendeiner Ebene oder eine Funktion ausüben, die ihm gleichgestellt werden kann, oder keinen Urlaub politischer Art genießen.

Abschnitt 9 — Verschiedene Kosten, finanzielle Gegenleistung und Fahrzeugbenutzung

Art. 35 - § 1. Die Bediensteten des Kabinetts können ein Abonnement für ein öffentliches Verkehrsmittel von ihrem Wohnsitz oder gewöhnlichen Wohnort bis zum Standort des Kabinetts in Anspruch nehmen.

Das Abonnement eines abgeordneten Bediensteten geht zu Lasten des Kabinetts, auch wenn es kostenlos ist.

§ 2. Durch einen begründeten abweichenden Erlass des betreffenden Ministers kann eine finanzielle Gegenleistung in Höhe der Kosten für das/die Abonnement(s) für ein öffentliches Verkehrsmittel für die Fahrt von ihrem Wohnsitz oder gewöhnlichen Wohnort zum Arbeitsplatz gewährt werden. Diese Gegenleistung wird im Verhältnis zu den Leistungen gewährt. Damit diese ihnen gewährt werden kann, stellen die Bediensteten eine Kopie der Zulassungsbescheinigung zur Verfügung, aus der hervorgeht, dass es sich um ihr persönliches Fahrzeug oder um das Fahrzeug einer zum Haushalt gehörenden Person handelt. Studenten und Sachverständige sind nicht berechtigt, eine finanziellen Gegenleistung zu erhalten oder ein von dem Kabinett zur Verfügung gestelltes Dienstfahrzeug zu nutzen.

Den Bediensteten, die dem aus dem Amt scheidenden Minister zur Verfügung gestellt werden, darf weder ein Abonnement noch eine finanzielle Gegenleistung gewährt werden.

Art. 36 - Im Rahmen der Haushaltsmittel des Kabinetts bestimmt der Minister die anderen Bediensteten seines Kabinetts, denen erlaubt wird, unter den für die Bediensteten der Dienststellen der Regierung vorgesehenen Bedingungen ihren eigenen Personenkraftwagen zu Dienstzwecken zu benutzen, sowie die individuelle Kilometerzahl, die ihnen jährlich zu gewähren ist. Diese Kilometerzahl darf 12.000 km pro Jahr und pro Berechtigten nicht überschreiten.

Der Satz der Kilometerentschädigung wird gemäß dem Königlichen Erlass vom 18. Januar 1965 über die allgemeine Regelung der Transportkosten festgelegt und im Juli eines jeden Jahres durch ein Rundschreiben der Föderalbehörde zur Anpassung dieses Betrags indiziert.

Art. 37 - Die Gebühren für die Nutzung des Mobil- und Datennetzes der Bediensteten des Kabinetts werden vom Kabinett übernommen. Die Bestimmungen über die Gewährung von Vorteilen jeglicher Art sind über bestimmte im Rundschreiben pauschal festgelegte Beträge hinaus anwendbar.

Der Vorteil jeglicher Art wird nach den Richtlinien des LASS erhoben.

Abschnitt 10 — Beendigung des Amtes und Beendigung der Abordnung

Art. 38 - § 1. Die Regierung beendet das Amt oder die Abordnung des Kabinettschefs.

§ 2. Der Kabinettschef kann durch Erlass der Regierung genehmigt werden, den Ehrentitel seines Amtes zu tragen, unter der Voraussetzung, dass er dieses Amt wenigstens zwei Jahre ausgeübt hat.

Für die Berechnung dieser zwei Jahre kann die Regierung die Dauer der Dienstleistungen berücksichtigen, die der Kabinettschef bei der Regierung einer anderen Befugnisebene erbracht hat, unter der Voraussetzung, dass die Kontinuität nicht unterbrochen worden ist.

§ 3. Der betreffende Minister beendet das Amt oder die Abordnung der anderen Bedienstete des Kabinetts.

Art. 39 - Die Regierung beendet das Amt oder die Abordnung des Sekretärs der Regierung.

Art. 40 - § 1. Auf Vorschlag der Ministerpräsidenten können das Amt oder die Abordnung des Direktors des SePAC beendet werden.

§ 2. Der Ministerpräsident der Wallonischen Regierung kann das Amt oder die Abordnung der Mitglieder von SePAC zu Lasten der Wallonischen Region beenden.

§ 3. Die Benennung des Bediensteten des SePAC als Sachverständiger im Rahmen einer 1/10-Beschäftigung in der anderen Körperschaft endet automatisch.

Art. 41 - §1. Der Minister kann den Bediensteten, die ein Amt in einem Kabinett ausgeübt haben, und die keinerlei Einkommen beziehen eine pauschale Abgangszuwendung gewähren.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 kann der Minister den Personen eine pauschale Abgangszuwendung gewähren, die Funktionen in einem Kabinett ausgeübt haben, und deren einziges Einkommen in Folgendem besteht:

a) Arbeitslosengeld, Eingliederungsgeld, eine gesetzlichen Krankheits- und Invaliditätsentschädigung oder Mutterschaftsgeld;

b) die Entlohnung in Verbindung mit der Ausübung eines bzw. mehrerer Teilzeittämter;

c) eine Überlebenspension oder das von einem öffentlichen Sozialhilfezentrum gewährte Sozialintegrationseinkommen.

Die pauschale Abgangszuwendung wird nach Gewichtung um das nach a), b) oder c) für die entsprechende Periode bezogene Bruttoeinkommen verringert.

§ 3. Die pauschale Abgangszuwendung entspricht:

- einen Monat Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von drei bis sechs vollendeten Monaten;

- zwei Monaten Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als sechs bis zwölf vollendeten Monaten;

- drei Monaten Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als zwölf bis achtzehn vollendeten Monaten;

- vier Monaten Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als achtzehn bis vierundzwanzig vollendeten Monaten;

- höchstens fünf Monaten Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als vierundzwanzig Monaten.

§ 4. Für die Feststellung der in Paragraph 3 des vorliegenden Artikels erwähnten ununterbrochenen Tätigkeitsperiode wird die Dienstzeit berücksichtigt, die in einem anderen ministeriellen Kabinett verbracht wurde, als dem Kabinett, von dem der Bedienstete abhängt, insofern die Tätigkeiten zwischen dem Ende und dem Antritt des Amtes innerhalb der ministeriellen Kabinette nicht unterbrochen wurden.

§ 5. Der Bruttomonatsbetrag der pauschalen Abgangszuwendung ist der indexierte Bruttomonatsbetrag der als Ersatz für das Gehalt gemäß Artikel 17 vorgesehenen jährlichen Kabinettszuwendung für den letzten Monat der Tätigkeit, die der Betroffene während wenigstens drei Monaten ausgeübt hat, wobei der Betrag je nach dem Anteil der erbrachten Leistungen gewichtet wird, einschließlich ihres etwaigen Erhöhungsbetrags und ggf. zuzüglich der monatlichen Pauschalzuwendung nach Artikel 15 oder der Haushalts- bzw. Ortszulage.

Während des Referenzjahres, in dem die Legislaturperiode endet, darf weder eine Erhöhung der Kabinettszuwendung, die das Gehalt ersetzt, noch ein Zuschlag gewährt werden.

§ 6. Die pauschale Abgangszuwendung wird in Monatsraten gewährt. Deren Gewährungsbedingung besteht in der monatlichen Einreichung von dem Betroffenen einer ehrenwörtlichen Erklärung, aus der hervorgeht, dass er für die betreffende Periode keine berufliche Tätigkeit ausgeübt hat oder dass er sich in einer der in Paragraph 2 vorgesehenen Lagen befindet.

§ 7. Der erste Anweisungsbefugte oder dessen Beauftragter übermittelt dem Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette (SePAC) unverzüglich alle erforderlichen Elemente bezüglich der Berechnung der pauschalen Abgangszuwendung für jeden Berechtigten.

§ 8. Den Bediensteten, die aus dem Amt treten, sich im Ruhestand befinden oder in den Ruhestand treten oder wegen schwerwiegender Pflichtverletzung aus dem Amt entlassen werden, wird keine pauschale Abgangszuwendung gewährt. Den abgeordneten Bediensteten, Sachverständigen und Studenten wird keine pauschale Abgangszuwendung gewährt.

Die schwerwiegende Pflichtverletzung ist nicht als schwerwiegend im Sinne des Gesetzes über den Arbeitsvertrag anzuerkennen, sondern als durch einen Dienstbericht festgestelltes Fehlverhalten, das das Vertrauensverhältnis zwischen dem Bediensteten und dem Minister, von dem er abhängt, endgültig zerstört hat.

§ 9. In dem Erlass zur Beendigung des Amtes wird die Möglichkeit der Gewährung der pauschalen Abgangszuwendung erwähnt. Die Gewährungsbedingungen werden jedoch von dem SePAC geprüft.

§ 10. Die Modalitäten für die Gewährung und die Berechnung der pauschalen Abgangszuwendung sind in dem Rundschreiben zur Umsetzung des vorliegenden Erlasses geregelt.

Art. 42 - Am Ende ihrer Abordnung und je nach Statut des ursprünglichen Arbeitgebers können die abgeordneten Bediensteten Anspruch auf einen Urlaub für Kabinettsende haben, der auf einen Werktag pro Monat der Abordnung entspricht, und der im Falle von Teilzeitleistungen anteilig bestimmt wird, mit einer Mindestanzahl von drei Werktagen und einer Höchstanzahl von fünfzehn Werktagen. Dieser Urlaub wird durch die von der Funktion her zuständige Behörde, der die besagten Bediensteten unterstehen, auf der Grundlage des Ministeriellen Erlasses zur Beendigung des Amtes durch den zuständigen Minister gewährt.

Art. 43 - § 1. Wenn infolge der Dienstanforderungen die benannten Bediensteten nicht die Möglichkeit hatten, vor der endgültigen Einstellung ihres Amtes ihre gesamten Urlaubstage oder einen Teil davon zu nehmen, haben sie Anspruch auf eine Ausgleichszuwendung, deren Betrag ihrem letzten Gehalt für die nicht genommenen Urlaubstage entspricht.

§ 2. Bei dem zu berücksichtigenden Urlaub handelt es sich um den Urlaub für das laufende Jahr, anteilig nach Arbeitszeitregelung und Arbeitsdauer, sowie um den aus Dienstgründen nicht genommenen Urlaub.

§ 3. Diese Ausgleichszuwendung wird den Bediensteten, denen eine pauschale Abgangszuwendung gewährt wird, den Studenten, den Sachverständigen und den abgeordneten Bediensteten nicht gewährt.

§ 4. Zwecks der Anwendung des vorliegenden Artikels ist das zu berücksichtigende Gehalt der indexierte Bruttomonatsbetrag der in Artikel 17 anstelle eines Gehalts vorgesehenen jährlichen Kabinettszuwendung, wobei der Betrag je nach dem Anteil der erbrachten Leistungen gewichtet wird, einschließlich des etwaigen Erhöhungsbetrags und ggf. zuzüglich der monatlichen Pauschalzuwendung nach Artikel 21 oder der Haushalts- bzw. Ortszulage.

Abschnitt 11 — Büro zur Beendigung des Kabinetts

Art. 44 - § 1. Nach Ablauf einer Legislaturperiode oder bei einer ministeriellen Umbildung wird zur Gewährleistung einer harmonischen Übertragung der Befugnisse in jedem der ministeriellen Kabinette während drei Monaten ein Büro mit folgender Zusammensetzung aufrechterhalten:

- der ausscheidende Kabinettssekretär;
- der ausscheidende bevollmächtigte Anweisungsbefugte, es sei denn, dieses Amt wird durch den Kabinettssekretär ausgeübt;
- der ausscheidende Haushaltskorrespondent;
- der ausscheidende Korrespondent für Informatik, es sei denn, die Informatik wurde dem SePAC übertragen;
- ein ausscheidender Mitarbeiter;
- ein ausscheidender Fahrer.

Diese Benennung muss Gegenstand eines vom ausscheidenden Minister unterzeichneten gesonderten ministeriellen Erlasses sein und einer tatsächlichen Präsenz entsprechen.

§ 2. Das Büro zur Beendigung des Kabinetts ist verpflichtet, die zur Verfügung gestellten Räumlichkeiten und logistischen Ressourcen dem neuen Kabinett in einwandfreiem Zustand zu übergeben.

§ 3. Die Dienststellen der Wallonischen Regierung sind als technische Berater damit beauftragt, den Ortsbefund der von den ministeriellen Kabinetten genutzten Räumlichkeiten vorzunehmen, und die dort notwendigen Arbeiten zu überwachen. Sie sind dafür verantwortlich, auf erstes Ersuchen auf die Bedürfnisse einzugehen, die für das Funktionieren der ministeriellen Kabinette bestehen.

Abschnitt 12 — Mitarbeiter der aus dem Amt scheidenden Minister

Art. 45 - Jedem aus dem Amt scheidenden Regierungsmitglied, das kein ministerielles Amt mehr ausübt, können Bedienstete zur Verfügung gestellt werden.

Art. 46 - § 1. Die den aus dem Amt scheidenden Ministern zur Verfügung gestellten Bediensteten werden durch den Ministerpräsidenten der amtierenden Regierung auf Vorschlag des aus dem Amt scheidenden Ministers benannt oder abgeordnet.

§ 2. Sie unterstehen der Autorität des Ministerpräsidenten der amtierenden Regierung. Die administrative Bearbeitung ihrer Akte wird durch das SePAC gewährleistet.

Art. 47 - § 1. Dem aus dem Amt scheidenden Minister werden zwei Bedienstete zur Verfügung gestellt, darunter maximal ein Bediensteter, der ein Amt der Stufe 1 ausübt, und ein Mitarbeiter.

Sie können jedem aus dem Amt scheidenden Regierungsmitglied, das kein ministerielles Amt mehr ausübt, für einen Zeitraum ab dem Zeitpunkt seines Rücktritts zur Verfügung gestellt werden. Die Dauer wird im Verhältnis zur Dauer des von dem Minister ausgeübten ministeriellen Mandats berechnet, wobei sie nicht mehr als 5 Jahre betragen darf. Für die Bestimmung des Zeitraums wird die ununterbrochene Ausübung von ministeriellen Mandaten innerhalb einer oder mehrerer Regierungen berücksichtigt.

§ 2. Die Aufteilung der in Paragraph 1 festgelegten Ämter kann nur mit dem Einverständnis des Ministerpräsidenten der amtierenden Regierung geändert werden, ohne dass die höchstzulässige in Vollzeitäquivalenten berechnete Anzahl und die Stufe der Bediensteten überschritten werden dürfen. Die Mindestarbeitszeit dieser Bediensteten darf nicht unter der einer Halbtagsbeschäftigung liegen.

§ 3. Wenn das Mitglied der aus dem Amt scheidenden Regierung ebenfalls Mitglied der Regierung der Föderation Wallonie-Brüssel ist, darf die Höchstanzahl der Bediensteten, die zu seiner Verfügung gestellt werden, die in Absatz 1 erwähnte Anzahl nicht überschreiten.

Art. 48 - § 1. Die Entlohnung für die den aus dem Amt scheidenden Ministern zur Verfügung gestellten Bediensteten entspricht den für den wallonischen öffentlichen Dienst geltenden Entlohnungstabellen. Bei den Entlohnungstabellen handelt es sich um folgende:

- Bediensteter der Stufe 1: Tabelle A5;
- Mitarbeiter der Stufe 2+: Tabelle B2;
- Mitarbeiter der Stufe 2: Tabelle C2.

§ 2. Sowohl der Dienstgrad als auch das tatsächliche Dienstalder werden nach den in der wallonischen Verwaltung geltenden Regeln festgelegt und berücksichtigt.

§ 3. Den abgeordneten Bediensteten, die den aus dem Amt scheidenden Ministern zur Verfügung gestellt werden, wird eine jährliche Kabinettszuwendung gewährt, die nach dem Index 138,01 wie folgt festgelegt wird:

- für die Bediensteten der Stufe 1 ein Betrag zwischen 3.402,84€ € und 6.465,39€ €;
- für die Mitarbeiter ein Betrag zwischen 2.381,99€ € und 4.423,69€ €.

§ 4. Diesen Bediensteten dürfen keine Zuschläge, Vergütungen, Mahlzeitschecks, Unkosten oder Erstattungen jeglicher Art oder Fahrtkosten gewährt werden.

Art. 49 - Ihr Amtssitz wird am Wohnsitz des aus dem Amt scheidenden Ministers festgelegt.

Art. 50 - Der Ministerpräsident der amtierenden Regierung beendet das Amt oder die Abordnung der den aus dem Amt scheidenden Ministern zur Verfügung gestellten Bediensteten spätestens nach Ablauf des festgelegten Zeitraums der Zurverfügungstellung.

Abschnitt 13 — Zentralisierung

Art. 51 - § 1. Vor der endgültigen Verwirklichung aller Anwerbungen und Abordnungen oder vor jeder späteren administrativen oder Gehaltsänderung richten die Kabinette eine Abschrift der Erlassentwürfe, denen das Datenblatt und das Verpflichtungsformular beigelegt wird, an das SePAC, das damit beauftragt wird, innerhalb von drei

Werktagen die Konformität der Bezeichnung gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zu überprüfen und sich zu vergewissern, dass die auf den Basisartikel betreffend die Entlohnungen und Vergütungen des Kabinetts verfügbaren Haushaltsmittel genügend sind, um die entsprechenden Ausgaben zu übernehmen.

§ 2. Anschließend senden die betreffenden Kabinette ein Original und zwei gleichlautende Abschriften jedes Erlasses an das SePAC. Das SePAC beantragt den Sichtvermerk des mit der Kontrolle der Zusammensetzung der ministeriellen Kabinette und des Sekretariats der Regierung beauftragten Sekretärs der Regierung. Letzterer versieht die Erlasse mit einem Sichtvermerk, versieht sie mit einem Stempel und sendet sie an das SePAC zurück, das erst nach Erhalt der mit einem Sichtvermerk versehenen Erlasse die Auszahlung der Entlohnung vornehmen kann.

Abschnitt 14 — Verschiedenes

Art. 52 - Der Kabinettschef übermittelt die Vorschriften, Dienstanweisungen und Akten betreffend die Verwaltung, die in den Zuständigkeitsbereich des Ministers fallen.

Gleiches gilt für den Direktor des SePAC, im Rang eines Kabinettschefs, in Bezug auf die Weiterverfolgung von Regierungsbeschlüssen im Zusammenhang mit der Verwaltung, die Prüfung von Akten im Zusammenhang mit der Verwaltung oder der täglichen Verwaltung der den ministeriellen Kabinetten oder dem SePAC zur Verfügung gestellten Gebäude. Die Personalmitglieder des Kabinetts können lediglich über den Kabinettschef oder mit dessen Genehmigung mit der Verwaltung verhandeln, mit Ausnahme des Kabinettssekretärs oder des delegierten Anweisungsbefugten, was die Ausübung der Zuständigkeiten ihres Amtes betrifft.

Die Personalmitglieder des Kabinetts können lediglich über den Kabinettschef oder mit dessen Genehmigung mit der Verwaltung verhandeln, mit Ausnahme des Kabinettssekretärs oder des delegierten Anweisungsbefugten, was die Ausübung der Zuständigkeiten ihres Amtes betrifft.

Art. 53 - Bei einem Kauf in Höhe von mehr als 15.000 € (ausschl. MwSt.) ist eine vorherige Stellungnahme des bei dem Ministerpräsidenten akkreditierten Finanzinspektors erforderlich.

Für alle Fahrzeugkäufe ist die Stellungnahme der Finanzinspektion erforderlich.

Abschnitt 15 — Schlussbestimmungen

Art. 54 - In einem Rundschreiben der Regierung werden die von den Ministern und ihrem Kabinetts anzuwendenden Verfahren festgelegt, insbesondere die Verwaltungsmodalitäten (Erwerb und Nutzung von Fahrzeugen, Gebühren für Mobil- und Datennetze usw.).

Art. 55 - Eine gemeinsame allgemeine Dienstordnung, die auf alle Bediensteten des ministeriellen Kabinetts anwendbar ist, bestimmt die Regeln für die Arbeitsweise.

Jedes Kabinetts kann seine eigenen Regeln in Übereinstimmung mit den Grundsätzen der gemeinsamen Dienstordnung hinzufügen.

Art. 56 - Der vorliegende Erlass gilt gleichermaßen für das Sekretariat der Regierung, das SePAC und die Regierungsbüros.

Art. 57 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. August 2017 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung wird aufgehoben.

Art. 58 - Der vorliegende Erlass tritt am 13. September 2019 in Kraft.

Art. 59 - Die Minister werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. September 2019

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen,
Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

P.-Y. DERMAGNE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/30867]

14 SEPTEMBER 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het Secretariaat van de Waalse Regering en het "SePAC"

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 19 november 2015 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie inzake kosteloze detacheringen in de ministeriële kabinetten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 augustus 2017 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 september 2019;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid aangezien de continuïteit in de werking van de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering onverwijld gewaarborgd dient te worden;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Afdeling 1. — De actoren van de Waalse Regering

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de volgende actoren van de Waalse Regering:

- de ministeriële kabinetten;
- het Secretariaat van de Regering;
- het "Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle interne des Cabinets" (SePAC) (Secretariaat voor bijstand bij intern beheer en controle van de ministeriële kabinetten).

Art. 2. Een ministerieel kabinet is in wezen een politieke instantie. Het kabinet woont de Minister in zijn diverse taken bij. Het is geen administratie, maar wel een openbare dienst. Zijn personeel mag in de loop van de ambtstermijn niet het statuut van in vast verband benoemde ambtenaar verwerven en is ook niet onderworpen aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. Het is onderworpen aan een administratieve stand sui generis.

Art. 3. Het Secretariaat van de Waalse Regering werkt los van de van de ministeriële kabinetten. Het staat onder het functionele gezag van de Minister-President.

Art. 4. § 1. Opdrachten die gemeen zijn aan alle secretariaten van een kabinet van de Waalse Regering en van de Regering en van de Federatie Wallonië-Brussel van de Franse Gemeenschap worden gemutualiseerd en toevertrouwd aan een specifieke cel gemeen aan beide beleidsniveaus genoemd "Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle interne des Cabinets" (SePAC).

Voor genoemde cel is gevestigd in Namen. Ze werkt los van de ministeriële kabinetten en staat onder het functionele gezag van de Minister-President van de Waalse Regering voor wat betreft de Waalse zaken en van de Minister-President van Franse Gemeenschap voor wat betreft de zaken van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De activiteiten en de samenwerkingsverbanden inzake werking en organisatie van het "SePAC" liggen vast in een akkoordprotocol.

Afdeling 2. — Samenwerkingsverbanden met de Waalse Regering van de Franse Gemeenschap

Art. 5. § 1. Met het oog op een optimaal beheer van de human resources die hen ter beschikking gesteld worden, bepalen de Ministers die tegelijkertijd binnen de Regering van het Waalse Gewest en binnen de Regering van de Franse Gemeenschap zitting hebben, de organisatie en de werkplaats van de personeelsleden van hun kabinetten.

§ 2. Met het oog op besparingen van werkingskosten en schaaffecten, bepalen ze ook de voorwaarden voor het gebruik en de verdeling van de logistieke middelen waarover ze beschikken. Het "SePAC" zorgt voor de controle van de inventarissen en de begrotingsperken eigen aan elke entiteit.

§ 3. De budgettaire last van de logistieke middelen i.v.m. de functie van een personeelslid wordt toegerekend op de onderhoudskredieten voor het kabinet dat zijn bezoldiging voor zijn rekening neemt.

Afdeling 3. — Maximumbedragen van de bestaansmiddelen en definitie van de referentiemultiplicator voor de personeelsbezetting

Art. 6. De referentiemultiplicator voor de personeelsbezetting is het forfaitaire aantal voltijdse equivalenten met een eventueel geïndexeerde nominale waarde, en die de globale begroting van een ministerieel kabinet of het Secretariaat van de Regering vormt.

Art. 7. § 1. De in artikel 5 bedoelde nominale waarde wordt op 58.140 € per jaar per VTE (voltijds equivalent) vastgesteld. Dit bedrag kan worden geïndexeerd en dekt de kosten van de bezoldiging van een personeelslid, van zijn diverse vergoedingen en van zijn werkings- en patrimoniumkosten.

§ 2. Voor een Minister is de referentiemultiplicator voor de personeelsbezetting 41 VTE, voor een Vice-Minister-President 55VE en voor de Minister-President 68 VTE.

De in het tweede lid bedoelde referentiemultiplicator voor de personeelsbezetting wordt automatisch met 5 VTE verminderd indien het lid van de Waalse Regering tevens lid is van de Regering van de Franse Gemeenschap.

In de referentiemultiplicator voor de personeelsbezetting worden de deskundigen, onderhoudstechnici en studenten niet opgenomen. Laatstgenoemden mogen slechts in dienst worden genomen binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

Voor het Secretariaat van de Regering is de referentiemultiplicator voor de personeelsbezetting 11 VTE.

§ 3. Elke Minister kan de begrotingsmiddelen met betrekking tot een VTE overdragen aan een ander ministerieel kabinet of VTE zonder begrotingsmiddelen. Een afschrift van het overdrachtbesluit wordt aan de Minister-President toegezonden. Een origineel en twee voor eensluidend verklaarde afschriften worden aan het "SePAC" overgemaakt.

§ 4. Als hij in een entiteit aangewezen wordt, blijft de Minister er in een hoofdamt geaffecteerd, zelfs in geval van een kabinetwijziging en aanwijzing in beide entiteiten.

Afdeling 4. — Samenstelling

Art. 8. § 1. Het ministerieel kabinet kan bestaan uit:

- personeelsleden van niveau 1, van universitair niveau of daarmee gelijkgesteld;
- medewerkers, onder wie één de functies van begrotingscorrespondent uitoefent, met inbegrip van de chauffeurs;
- onderhoudspersoneel;
- deskundigen;
- studenten.

Geen enkel van de personeelsleden van het kabinet mag bloed- of aanverwant van de Minister tot en met de tweede graad zijn.

§ 2. Onder de personeelsleden van niveau 1 omvat het ministerieel kabinet 1 kabinetschef. De kabinetten van de Vice-Minister-Presidenten en van de Minister-President omvatten 2 kabinetschefs.

De functies van adjunct-kabinetschef, kabinetssecretaris, adviseur en attaché worden door de personeelsleden van niveau 1 uitgeoefend.

De functies van begrotingscorrespondent worden door een medewerker of door een personeelslid van niveau 1 uitgeoefend.

De Minister kan over een privé-secretaris beschikken.

§ 3. Onder de medewerkers omvat het ministerieel kabinet maximum 5 VTE die de functies van chauffeur uitoefenen. De kabinetten van de Vice-Minister-Presidenten en van de Minister-President omvatten maximum 6 VTE die de functies van chauffeur uitoefenen.

§ 4. De onderhoudstechnici kunnen, naar rato van een personeelslid voor 10 lokalen, in dienst genomen worden wanneer het onderhoud van alle lokalen van het kabinet niet aan een privé-firma wordt toevertrouwd.

§ 5. De deskundigen kunnen bezoldigd of niet-bezoldigd worden. Ze worden voor 1/10de of 2/10de -tijds of voor een duidelijk omschreven taak aangewezen.

- het geheel van de bezoldigde aangewezen deskundigen mag niet hoger zijn dan 1 VTE/jaar voor de kabinetten van de Ministers, 1,5 VTE/jaar voor de kabinetten van de Vice-Minister-Presidenten en tot 2 VTE/jaar voor het kabinet van de Minister-President;

- de niet-bezoldigde deskundigen kunnen in aanmerking komen voor de terugbetaling van de diverse kosten in verband met de uitoefening van hun functies. De dagen en uren waarop de deskundigen presteren, zullen worden vastgesteld om een controle door de kabinetssecretaris of de kabinetschef mogelijk te maken.

Het geheel of een deel van de quota die niet door een kabinet wordt gebruikt, kan worden overgedragen aan een ander kabinet, het Secretariaat van de Regering of het "SePAC".

Deze overdracht moet in een ministerieel besluit zonder gevolgen voor de begroting geformaliseerd worden.

§ 6. Studenten kunnen worden aangeworven, met een maximum van 1 VTE per jaar binnen de perken van de beschikbare kredieten.

Art. 9. Het Secretariaat van de Waalse Regering bestaat uit 11 VTE, verdeeld als volgt:

- 6 personeelsleden van niveau 1, onder wie de Secretaris van de Regering;
- 5 medewerkers.

Art. 10. § 1. Het personeel van het "SePAC" ten laste van de begroting van het Waalse Gewest bestaat uit de volgende personeelsleden en wordt verdeeld als volgt:

- 1 Directeur;
 - 2 personeelsleden van niveau 1, onder wie een auditeur;
 - 11 medewerkers, onder wie 2 gedecentraliseerde penningmeesters en 3 informatici;
 - 2 uitvoerende personeelsleden,
- namelijk een totaal van 16 VTE.

§ 2. Teneinde de juridische legitimiteit te hebben in alle uitgeoefende functies, zal elk personeelslid van het "SePAC", met uitzondering van de uitvoerende personeelsleden, voor een 1/10de -tijds gratis als deskundige worden aangewezen binnen de andere entiteit.

§ 3. Binnen de perken van de aan het SePAC toegewezen begrotingskredieten kan de Minister-President, buiten de toegelaten personeelsformatie, een maximum van 0,5 VTE per jaar aanwijzen, die verdeeld worden over één of meerdere deskundigen voor punctuele of specifieke opdrachten.

§ 3. Een gewone gedecentraliseerde penningmeester en één of meerdere plaatsvervangende gedecentraliseerde penningmeesters alsook een ontvanger-penningmeester en een begrotingscorrespondent worden onder de in dit artikel bedoelde personeelsleden door de Minister-President aangewezen.

Art. 11. In de zin van dit besluit kunnen als personeelslid van niveau 1 beschouwd worden:

- de houders van een diploma van het universitaire type of van een master;
- degenen die het bewijs leveren van een als gelijkwaardig geachte ervaring om de functies van een personeelslid van niveau 1 te kunnen uitoefenen binnen het kabinet. In dit geval geldt de hoedanigheid van niveau 1 alleen voor de in het kabinet uitgeoefende functie. Deze ervaring moet uitdrukkelijk worden gerechtvaardigd in het ministerieel besluit en worden gestaafd door het naar behoren ingevulde attest.

Het attest wordt door de kabinetssecretaris afgegeven en heeft alleen betrekking op de functies die binnen het kabinet worden uitgeoefend.

Afdeling 5. — Aanwijzingen en detacheringen

Art. 12. § 1. De personeelsleden van ministeriële kabinetten of actoren van de Regering kunnen worden aangewezen of gedetacheerd vanuit een federale overheidsdienst, een autonoom overheidsbedrijf, een instelling van openbaar belang, een dienst of bestuur die afhankelijk is van de Gemeenschappen of Gewesten, provincies, gemeenten, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of de Franse Gemeenschapscommissie, of een georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstelling.

Voor personen die in de kabinetten gedetacheerd worden, wordt aanbevolen om een beroep te doen op statutaire personeelsleden in hun oorspronkelijke instelling. Voor contractuele personen die in een kabinet worden gedetacheerd, is het raadzaam de voorwaarden na te leven die zijn vastgelegd in de wet van 24 juli 1987 (wet betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers).

§ 2. Gedetacheerde personeelsleden mogen tijdens hun detachering niet in functie blijven in hun oorspronkelijke functie, noch hun oorspronkelijke bevoegdheden, zelfs deeltijds, blijven uitoefenen.

§ 3. De leiders van overheidsinstellingen die in een ministerieel kabinet gedetacheerd of aangewezen worden, presteren niet meer, zelfs deeltijds, voor de oorspronkelijke instelling.

§ 4. De aanwijzingen en detacheringen van de personeelsleden geschieden met inachtneming van de toepasselijke bepalingen inzake belangenconflicten en onverenigbaarheid, zoals uiteengezet in de omzendbrief ter uitvoering van dit besluit.

Art. 13. § 1. De kabinetschefs worden bij besluit van de Regering aangewezen of gedetacheerd. Het ministerieel besluit tot regeling van de modaliteiten van de indiensttreding wordt genomen ter uitvoering van het besluit van de Regering.

§ 2. De andere personeelsleden van het kabinet worden door de betrokken Minister aangewezen of gedetacheerd.

Art. 14. § 1. De Secretaris van de Regering wordt met rang van kabinetschef door de Regering aangewezen of gedetacheerd, indien de functie niet door één van de kabinetschefs van de Minister-President wordt uitgeoefend. De Regering kan bij wijze van uitzondering de functie van secretaris van de Regering tijdens zijn afwezigheid delegeren.

§ 2. De andere personeelsleden van het Secretariaat van de Regering worden door de Minister-President aangewezen of gedetacheerd.

Art. 15. § 1. De directeur van het "SePAC" wordt door de Waalse Regering op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering aangewezen of gedetacheerd. Hij geniet ook een door de Regering van de Franse Gemeenschap verleende expertise om een juridische band met beide entiteiten aan te tonen.

§ 2. De personeelsleden van het "SePAC" ten laste van het Waalse Gewest worden door de Minister-President van de Waalse Regering aangewezen of gedetacheerd.

Art. 16. De modaliteiten van de detachering worden in de omzendbrief ter uitvoering van dit besluit nader bepaald.

Afdeling 6. — Toelagen en vergoedingen

Onderafdeling 1. — Bedragen

Art. 17. § 1. Aan de in de ministeriële kabinetten aangewezen personeelsleden wordt een als wedde geldende jaarlijkse kabinetstoelage verleend.

De als wedde geldende jaarlijkse kabinetstoelage wordt aan index 138,01 vastgesteld als volgt :

- voor de kabinetschefs, tussen 46.910,59 € en 66.115,99 €;
- voor de personeelsleden van niveau 1, tussen 21.112,38 € en 56.517,16 €;
- voor de medewerkers, tussen 13.257,38 € en 39.981,53 €;
- voor de deskundigen tussen 13.257,38 € en 66.115,99 €; de toelage wordt berekend naar rato van hun bezettingsduur;
- voor het uitvoerende personeel, tussen 13.257,38 € en 31.516,60 €.

§ 2. De jaarlijkse kabinetstoelage wordt na een afwezigheid van meer dan dertig dagen opgeschort. Het personeelslid moet de reglementaire formaliteiten bij zijn ziekenfonds vervullen. Het gedetacheerde personeelslid stelt zijn administratie van oorsprong daarvan in kennis, die op de hoogte moet worden gesteld van iedere afwezigheid van het gedetacheerde personeelslid.

Art. 18. § 1. Aan de in de ministeriële kabinetten gedetacheerde personeelsleden wordt een als wedde geldende jaarlijkse kabinetstoelage verleend.

De jaarlijkse kabinetstoelage wordt aan index 138,01 vastgesteld als volgt:

- voor de kabinetschefs, 8.507,09€ €;
- voor de personeelsleden van niveau 1, tussen 3.402,84 € en 6.465,39 €;
- voor de medewerkers, tussen 2.381,99 € en 4.423,69 €.

§ 2. De jaarlijkse kabinetstoelage wordt na een afwezigheid van meer dan dertig dagen opgeschort en het gedetacheerde personeelslid moet de reglementaire formaliteiten bij zijn ziekenfonds vervullen en zijn administratie van oorsprong in kennis stellen van iedere afwezigheid.

Art. 19. Overeenkomstig de wetgeving terzake wordt de bezoldiging van de studenten aan de afgevlakte gezondheidsindex vastgesteld als volgt:

- 7,27€ bij hun indiensttreding voor de houders van het getuigschrift lager secundair onderwijs of een daarmee gelijkgesteld diploma;

- 7,49€ bij hun indiensttreding voor de houders van het getuigschrift hoger secundair onderwijs of een daarmee gelijkgesteld diploma.

Het aantal studenten dat in aanmerking kan komen voor het bezoldigingsbedrag van 7,49 € wordt beperkt tot maximum 50 % van het totaal aantal studenten die aangeworven kunnen worden tijdens de referentieperiode.

Art. 20. Bij gemotiveerde beslissing kan de Minister met de toestemming van de Minister-President en binnen de perken van de aan het kabinet toegekende begrotingskredieten verzoeken om een verhoging van de als wedde geldende jaarlijkse kabinetstoelagen en van de jaarlijkse kabinetstoelagen waarvan sprake in de artikelen 17 en 18.

De toekenningsmodaliteiten worden in de omzendbrief ter uitvoering van dit besluit nader bepaald.

Art. 21. Aan de medewerkers die de functies van chauffeur uitoefenen, worden de volgende bedragen aan index 138,01 verleend:

1° naast hun bezoldiging, een maandelijks forfaitaire toelage van 272,22 €. De maandelijks forfaitaire toelage wordt gebracht op 476,38 € euro voor de persoonlijke chauffeur van de Minister, waarbij het supplement van 204,16 € euro de bijkomende uitzonderlijke dienstverstrekingen dekt die te wijten zijn aan de verplaatsingen van de Minister. De maandelijks forfaitaire toelage wordt gebracht op 374,30 € euro voor de chauffeur van de kabinetschef;

2° een jaarlijkse forfaitaire vergoeding in verband met de moeilijkheidsgraad van de functie van 2.478,20 €.

Deze toelagen kunnen gecumuleerd worden. Ze mogen geen andere toelagen of vergoedingen ontvangen.

Art. 22. § 1. De in het kabinet aangewezen personeelsleden hebben recht op een haard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, de eindejaarspremie en maaltijdcheques.

§ 2. De maaltijdcheques van de gedetacheerde statutaire of contractuele personeelsleden zijn ten laste van het kabinet.

De deskundigen en de studenten hebben geen recht op maaltijdcheques.

De toekenningsmodaliteiten voor de maaltijdcheques worden in de omzendbrief ter uitvoering van dit besluit nader bepaald.

Art. 23. § 1. Op basis van de ervaring van de intensieve arbeid van de ministeriële kabinetten is het algemeen aanvaard dat elke verantwoordelijke van een kabinet gemiddeld 10 uur per week aan telewerk besteedt.

Daarom wordt een jaarlijks forfaitair bedrag als vergoeding voor regelmatig telewerk toegekend aan personeelsleden die een deel van hun arbeid structureel en regelmatig thuis verrichten en die thuis ruimte hebben om hun arbeid uit te oefenen. De vergoeding is gebonden aan de afgevlakte gezondheidsindex.

Het forfaitaire bedrag van de vergoeding wordt vastgelegd naar gelang van de functies die binnen het kabinet uitgeoefend worden in de hoedanigheid van :

- kabinetschef en adjunct-kabinetschef: 1.523,28 €;

- adviseur en kabinetssecretaris: 1.523,28 €;

- attaché, privé-secretaris, begrotingscorrespondent en gedecentraliseerde penningmeester van het "SePAC"
: 1.248,50 €;

medewerkers: 475,01€.

§ 2. Deze vergoeding mag niet worden toegekend aan de uitvoerende personeelsleden, aan de receptionisten, aan de chauffeurs, aan de deskundigen en aan de studenten.

Onderafdeling 2 — Wijze van vereffening en terugbetaling van wedden, toelagen en vergoedingen

Art. 24. § 1. De tenlasteneming van de wedde van gedetacheerde personeelsleden wordt geregeld als volgt:

1° indien de oorspronkelijke werkgever bereid is de wedde te blijven betalen, ontvangt het personeelslid de in artikel 18 bedoelde jaarlijkse kabinetstoelage, eventueel verhoogd of, voor de medewerkers die de functies van chauffeur uitoefenen, de in artikel 21 bedoelde maandelijks forfaitaire toelage;

2° indien de oorspronkelijke werkgever de terugbetaling van de wedde vordert, ontvangt het personeelslid de in artikel 18 bedoelde jaarlijkse kabinetstoelage, eventueel verhoogd of, voor de medewerkers die de functies van chauffeur uitoefenen, de in artikel 22 bedoelde maandelijks forfaitaire toelage. De betrokken Minister betaalt de wedde van het personeelslid terug aan de dienst van herkomst, alsook het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelagen en vergoedingen berekend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op dat personeelslid in zijn dienst van herkomst, desgevallend verhoogd met de werkgeversbijdragen;

3° indien de oorspronkelijke werkgever de betaling van de wedde opschort, ontvangt het personeelslid de in artikel 17 bedoelde jaarlijkse kabinetstoelage, die als wedde geldt, alsook, voor de medewerkers die de functies van chauffeur uitoefenen, de in artikel 21 bedoelde maandelijks forfaitaire toelage.

Art. 25. § 1. Het aantal personeelsleden van wie de wedde voor rekening blijft van een instelling van algemeen belang, een inrichting van openbaar nut of een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, die onder de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap of van het Waalse Gewest vallen, wordt beperkt tot 5 voor een Minister, 6 voor een Vice-Minister-President en 7 voor een Minister-President.

§ 2. Het geheel of een deel van de quota die niet door een kabinet wordt gebruikt, kan worden overgedragen aan een ander kabinet, het Secretariaat van de Regering of het "SePAC".

Deze overdracht moet in een ministerieel besluit zonder gevolgen voor de begroting geformaliseerd worden.

Art. 26. De vergoedingen en toelagen bedoeld in de artikelen 17, 18, 20, 21 en 22 worden aan het einde van elke maand uitbetaald. De maandvergoeding of -toelage is gelijk aan 1/12de van het jaarlijks bedrag.

Wanneer de maandvergoeding of -toelage niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten uitbetaald, onder de voorwaarden waarin voorzien is voor het personeel van de Regeringsdiensten.

Art. 27. De in de artikelen 17, 18, 20, 21 en 22 bedoelde vergoedingen en toelagen worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Zodoende worden ze gekoppeld aan het indexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

Art. 28. Vergoedingen en toelagen worden geschorst bij afwezigheid van meer dan 30 kalenderdagen.

Afdeling 7. — Rechtsstelsel en andere statutaire bepalingen

Art. 29. De in dit besluit bedoelde personeelsleden zijn onderworpen aan een regeling sui generis. De wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten is niet van toepassing.

Hun benoeming of detachering is uitsluitend het gevolg van eenzijdige administratieve handelingen van een Minister of regering met individuele strekking. Wanneer ze niet de hoedanigheid van vast aangewezen personeelslid hebben, zijn ze echter onderworpen aan het statuut van de sociale zekerheid van de contractuele personeelsleden van de Staat. Het gedetacheerd statutair personeel blijft onderworpen aan de sociale zekerheid van zijn oorspronkelijke werkgever.

Art. 30. De administratieve standplaats van de kabinetspersoneelsleden en studenten wordt bepaald door de Minister in het Kabinet, met uitzondering van de deskundigen.

Art. 31. § 1. Bij afwezigheid van meer dan dertig dagen van een aangewezen of gedetacheerd personeelslid om medische redenen kan de betrokken Minister voorzien in zijn vervanging tijdens zijn financiële tenlasteneming door de ziekenkas. Dit heeft dus geen budgettaire gevolgen voor de kosten van het Kabinet.

§ 2. Indien een statutair gedetacheerd personeelslid met of zonder terugbetaling wordt vervangen, moet zijn detachering worden beëindigd om een ander personeelslid te kunnen aanwijzen of detacheren.

Art. 32. § 1. De personeelsleden van de Kabinetten kunnen een bijkomende of handelsactiviteit of een andere bezoldigde betrekking uitoefenen zonder de voorafgaandelijke schriftelijke instemming van de Minister.

§ 2. De Kabinetspersoneelsleden zijn verplicht de Minister in kennis te stellen van elk al dan niet betaald mandaat, van welke aard dan ook, ongeacht of het hen recht geeft op politiek verlof.

Afdeling 8. — Verloven

Art. 33. § 1. De reglementaire bepalingen inzake verloven en afwezigheden van de statutaire en contractuele personeelsleden voor het geheel van de diensten van de Waalse Regering onderworpen aan de Ambtenarencode zijn van toepassing op het personeel van de Kabinetten, met uitzondering van de deskundigen en studenten

- het jaarlijks vakantieverlof, de feestdagen en de reglementaire dagen;
- de omstandigheidsverloven met uitzondering:

*van de verandering van standplaats opgelegd in het belang van de dienst, wanneer de verplaatsing een bijdrage van het Gewest in de verhuiskosten meebrengt;

* van de priesterwijding of intreding in het klooster of elke andere gelijkaardige gebeurtenis van een andere erkende eredienst van een kind van het personeelslid of diens echtgenoot/-genote, van een broer, een zuster, een schoonbroer, een schoonzuster van de ambtenaar;

* van de plechtige communie van een kind van het personeelslid of zijn echtgenote (haar echtgenoot) of elke andere vergelijkbare gebeurtenis van een erkende eredienst;

* van de deelname aan het feest van de vrijzinnige jeugd van van een kind van het personeelslid of zijn echtgenote (haar echtgenoot);

* van de uitoefening van het ambt van voorzitter, bijzitter of secretaris of getuige van een stembureau, van een stemopnemingsbureau of van een hoofdbureau;

- het uitzonderlijk verlof wegens overmacht d.w.z. maximaal 10 dagen, inclusief 4 betaalde dagen;
- de borstvoedingspauzes;
- het moederschapverlof met uitzondering van het verlof voor verminderde prestaties vóór de bevalling;
- het vaderschapverlof;
- het adoptiepleegverlof
- het ouderschapverlof;
- het verlof wegens ziekte.

- de dienstvrijstelling wegens preventief geneeskundig onderzoek;
- het verlof om palliatieve zorg te verlenen;
- het politiek verlof.

§ 2. Bij zijn indiensttreding bij een kabinet kan het gedetacheerde personeelslid geen gebruik maken van het saldo van zijn jaarlijkse verlofdagen van voorgaande jaren. Dit saldo is bevroren tot het einde van de detachering.

§ 3. De andere modaliteiten voor de toekenning en de overdracht van het verlof worden geregeld in de omzendbrief ter uitvoering van dit besluit.

§ 4. Het gedetacheerde personeelslid dat met verlof is bij zijn oorspronkelijke werkgever, kan dit verlof blijven genieten tot het einde van zijn voltijdse detachering bij het Kabinet.

Art. 34. § 1. § 3. De modaliteiten voor het politiek verlof worden geregeld in de omzendbrief ter uitvoering van dit besluit.

§ 2. Gelet op de kenmerken van het "SePAC", zijn opdrachten en de neutraliteit die noodzakelijk is voor de uitoefening van zijn functies ten opzichte van de Ministeriële Kabinetten, mag elk personeelslid dat deel uitmaakt van het "SePAC" geen enkel politiek mandaat uitoefenen, op welk niveau dan ook, of een functie die met het "SePAC" kan worden gelijkgesteld, of genieten van een verlof van politieke aard.

Afdeling 9. — Diverse kosten, financiële tegenwaarde, wagegebruik

Art. 35. § 1. De personeelsleden van het Kabinet kunnen een abonnement genieten op een openbaar vervoermiddel, van hun woonplaats of gewone verblijfplaats tot de plaats waar het Kabinet is gevestigd.

Het abonnement van een gedetacheerd personeelslid, zelfs gratis, is ten laste van het Kabinet.

§ 2. Bij een met redenen omkleed afwijkend besluit van de betrokken Minister kan een financiële tegenwaarde worden toegekend die de kosten vertegenwoordigt van het (de) abonnement(en) voor het openbaar vervoer voor de afstand woonplaats of gewone verblijfplaats – werkplaats. Deze tegenwaarde wordt toegekend naar rato van de prestaties. Om hiervoor in aanmerking te komen, moet het personeelslid een afschrift van het inschrijvingsbewijs overleggen waaruit blijkt dat het zijn persoonlijk voertuig is of een persoon die deel uitmaakt van het huishouden. Studenten en deskundigen mogen niet profiteren van de financiële tegenwaarde of van een dienstvoertuig die door het Kabinet ter beschikking wordt gesteld.

Geen enkel abonnement of financiële tegenwaarde mag worden toegekend aan de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld van de Minister die is afgetreden.

Art. 36. Binnen de perken van de begrotingskredieten van het kabinet, wijst de Minister de andere personeelsleden van zijn kabinet aan die ertoe gemachtigd zijn hun persoonlijk voertuig in het belang van de dienst te gebruiken onder de voorwaarden voorzien voor de personeelsleden van de Regeringsdiensten; hij bepaalt ook het individuele kilometercontingent dat hen jaarlijks moet worden toegekend. Dit contingent mag niet hoger zijn dan 12.000 km per jaar en per gunstigste.

Het percentage van de kilometervergoeding wordt vastgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, en in juli van elk jaar geïndexeerd door een omzendbrief van de federale overheid die dit bedrag aanpast.

Art. 37. De kosten van het abonnement op het mobiele en datanetwerk van de personeelsleden van het Kabinet worden ten laste genomen door het Kabinet. De bepalingen inzake voordeel van allerlei aard zijn van toepassing boven bepaalde bedragen die in de omzendbrief op forfaitaire basis zijn vastgesteld.

Het voordeel van allerlei aard zal worden geïnd volgens de richtlijnen van de RSZ.

Afdeling 10. — Beëindiging van de functie en einde van de detachering

Art. 38. § 1. De Regering beëindigt de functie of de detachering van de Kabinetschef.

§ 2. De Kabinetschef kan bij besluit van de Regering gemachtigd worden tot het voeren van de eretitel van zijn functies op voorwaarde dat hij ze ten minste twee jaar heeft uitgeoefend.

Voor de berekening van die twee jaar kan de Regering rekening houden met de duur van de functies die de Kabinetschef zonder onderbreking heeft uitgeoefend bij de Regering van een andere overheid.

§ 3. De betrokken Minister beëindigt de functie of de detachering van de andere personeelsleden van het Kabinet.

Art. 39. De regering beëindigt de functie of de detachering van de Secretaris van de regering.

Art. 40. § 1. Op voorstel van de Minister-Presidenten kunnen de functies of de detachering van de directeur van het "SePAC" worden beëindigd.

§ 2. De Minister-President van de Waalse regering kan de functies of de detachering van "SePAC"-leden bij het Waalse Gewest beëindigen.

§ 3. De aanstelling van het "SePAC" personeelslid als deskundige op 1/10e tijd in de andere entiteit zal automatisch eindigen.

Art. 41. § 1. De Minister kan een forfaitaire vertrektoelage toekennen aan personeelsleden die een functie in een Kabinet hebben bekleed en die geen inkomen ontvangen.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de Minister een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan de personen die functies hebben uitgeoefend in een kabinet en wier inkomens enkel bestaan uit:

- a) werkloosheidsuitkeringen, inschakelingsuitkeringen of wettelijke ziekte-, invaliditeits- of moederschapsvergoedingen;
- b) de bezoldiging in verband met de exclusieve uitoefening van een of meer deeltijdse functies;
- c) een overlevingspensioen of het door een Openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toegekend bestaansminimum.

De forfaitaire vertrektoelage wordt verminderd, na weging, met de bruto-inkomsten bedoeld in a), b) en c) voor de overeenstemmende periode.

§ 3. De forfaitaire vertrektoelage wordt toegekend naar rato van :

- één maand kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes volle maanden;
- twee maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan zes maanden tot twaalf volle maanden;
- drie maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan twaalf maanden tot achttien volle maanden;
- vier maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan achttien maanden tot vierentwintig volle maanden;
- maximum vijf maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan vierentwintig maanden.

§ 4. Voor de berekening van de in paragraaf 3. van dit artikel bedoelde ononderbroken activiteitsperiodes wordt rekening gehouden met de tijd doorgebracht in een ander Ministerieel Kabinet dan dat waarvan het personeelslid deel uitmaakt, voor zover er geen activiteitsonderbreking geweest is tussen het einde en het begin van de functies binnen de Ministeriële kabinetten.

§ 5. Het maandelijkse brutobedrag van de forfaitaire vertrektoelage is het geïndexeerde maandelijkse brutobedrag van de in artikel 17 bedoeld als wedde geldende jaarlijkse toelage betreffende de laatste maand van activiteit die de betrokken persoon heeft uitgeoefend tijdens minstens drie maanden, gewogen volgens de prestatieregeling, met inbegrip van, indien nodig, het bedrag van de verhoging waarvan ze eventueel het voorwerp zou hebben uitgemaakt, de in artikel 21 bedoelde maandelijkse forfaitaire toelage of de hard- of standplaatstoelage.

Tijdens het referentiejaar van het einde van de legislatuur kan geen enkele verhoging van de als wedde geldende kabinetstoelagen, noch een opslag worden toegekend.

§ 6. De forfaitaire vertrektoelage wordt in maandelijkse bedragen toegekend. De toelage wordt uitbetaald voor zover de betrokkene maandelijks een verklaring op erewoord indient waaruit blijkt dat hij gedurende de bedoelde periode geen beroepsactiviteit heeft uitgeoefend, of dat hij één van de in paragraaf 2 bedoelde voorwaarden vervult.

§ 7. De eerste ordonnateur of zijn afgevaardigde moet het "Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets" (SePAC) voor iedere rechthebbende zo spoedig mogelijk de nodige gegevens verstrekken voor de berekening van de forfaitaire vertrektoelage.

§ 8. Aan de personeelsleden die ontslag nemen, die met pensioen gaan of die wegens ernstige fout zijn ontslagen, wordt geen forfaitaire vertrektoelage uitgekeerd. Er wordt geen forfaitaire vertrektoelage toegekend aan gedetacheerde personeelsleden, deskundigen en studenten.

De ernstige fout moet niet worden erkend als ernstig in de zin van de wet op de arbeidsovereenkomst, maar als een wangedrag dat is vastgesteld met dienstverslag dat de vertrouwensrelatie tussen het personeelslid en de Minister waarvan hij afhankelijk is, definitief heeft verbroken.

§ 9. Het besluit van de beëindiging van de functie vermeldt de mogelijke toekenning van de forfaitaire vertrektoelage. De toekenningsvoorwaarden zullen echter worden nagekeken door het "SePAC".

§ 10. De wijze van toekenning en berekening van de forfaitaire vertrektoelage wordt geregeld in de omzendbrief ter uitvoering van dit besluit.

Art. 42. Na afloop van hun detachering en in functie van het statuut van de oorspronkelijke werkgever, kunnen de gedetacheerde personeelsleden genieten van een verlof wegens Kabinetsbeëindiging ten belope van één werkdag per detachingsmaand geproratiseerd in geval van deeltijdse prestaties met minstens drie en hoogstens vijftien werkdagen. Bedoeld verlof wordt toegekend door de functionele overheid waaronder laatstgenoemden ressorteren op basis van het Ministerieel besluit van functiebeëindiging door de betrokken Minister.

Art. 43. § 1. Als de aangewezen personeelsleden wegens de behoeften van de dienst hun jaarlijks vakantieverlof niet geheel of gedeeltelijk hebben kunnen opnemen voor hun ambt definitief beëindigd wordt, krijgen ze een compenserende toelage waarvan het bedrag gelijk is aan hun laatste activiteitswedde betreffende de niet opgenomen verlofdagen.

§ 2. De verloven die in aanmerking moeten worden genomen, zijn die van het lopende jaar, naar rato van de regeling en de prestatieperiode, alsmede die welke zijn overgedragen wegens de behoeften van de dienst.

§ 3. Deze compensatietoelage wordt niet toegekend aan de personeelsleden die een forfaitaire vertrektoelage ontvangen, noch aan studenten, deskundigen of gedetacheerde personeelsleden.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel is de in aanmerking te nemen wedde het geïndexeerde maandelijkse brutobedrag van de in artikel 17 bedoelde als wedde geldende jaarlijkse toelage, gewogen volgens de prestatieregeling, met inbegrip van, indien nodig, het bedrag van de verhoging waarvan ze het voorwerp had kunnen uitmaken, de in artikel 21 bedoelde forfaitaire toelage of de hard- of standplaatstoelage.

Afdeling 11. — Cel voor de beëindiging van het kabinet

Art. 44. § 1. Aan het einde van een legislatuur of bij een kabinetswijziging en om te zorgen voor een harmonische overdracht van bevoegdheden, wordt een cel in dienst gehouden in elk Ministerieel Kabinet gedurende één maand. Die cel bestaat uit :

- de uittredende kabinetssecretaris;
- de uittredende gemachtigde ordonnateur behalve als deze functie wordt uitgeoefend door de Kabinetssecretaris;
- de uittredende begrotingscorrespondent ;
- de uittredende informaticacorrespondent behalve als het informaticabeheer aan het “SePAC” was toevertrouwd;
- een uittredende medewerker;
- een uittredende chauffeur.

Deze benoeming moet het voorwerp uitmaken van een ad hoc Ministerieel besluit, ondertekend door de aftredende Minister, en moet overeenstemmen met een effectieve aanwezigheid.

§ 2. De cel voor de beëindiging van het Kabinet is verplicht om de lokalen en logistieke middelen die ter beschikking worden gesteld in perfecte werkende staat over te brengen.

§ 3. De diensten van de Waalse Regering maken de plaatsbeschrijving op in hoedanigheid van technisch adviseur en zien toe op de werkzaamheden die uit te voeren zijn in de lokalen waar de Ministeriële kabinetten gevestigd zijn. Zij moeten op eerste verzoek reageren op de behoeften die zich voordoen voor het functioneren van de Ministeriële kabinetten.

Afdeling 12. — Medewerkers van de aftredende Ministers

Art. 45. Personeelsleden kunnen ter beschikking worden gesteld van elk lid van de aftredende Regering dat geen ministeriële functie meer vervult.

Art. 46. § 1. De personeelsleden die ter beschikking worden gesteld bij de aftredende Ministers, worden aangewezen of gedetacheerd door de Minister-President van de effectieve Regering op voorstel van de aftredende Minister.

§ 2. Zij staan onder het gezag van de Minister-President van de effectieve Regering. Het administratief beheer van hun dossier wordt aan het “SePAC” toevertrouwd.

Art. 47. § 1. Er zijn twee personeelsleden gedetacheerd bij een aftredende Minister, waaronder maximaal 1 medewerker die een functie van niveau 1 vervult en 1 medewerker.

Zij kunnen ter beschikking worden gesteld van elk lid van de aftredende regering dat geen ministeriële functie meer bekleedt gedurende een periode die ingaat op de datum van zijn of haar ontslag. De duur wordt berekend naar rato van de duur van het door de minister uitgeoefende ministeriële mandaat, maar mag niet meer dan 5 jaar bedragen. De ononderbroken uitoefening van ministeriële mandaten in één of meerdere regeringen wordt in overweging genomen voor de berekening van die periode.

§ 2. De verdeling van de in paragraaf 1 vastgestelde functies mag enkel worden gewijzigd met de toestemming van de Minister-President van de in functie zijnde Regering; het in voltijds equivalent berekende maximumaantal en het niveau van de personeelsleden mogen echter niet worden overschreden. De minimale arbeidstijd van deze personeelsleden mag niet korter zijn dan een halftijdse betrekking.

§ 3. Indien het uittredende Regeringslid ook lid is van de Regering van de Federatie Wallonië-Brussel, mag het maximumaantal personeelsleden die ter beschikking worden gesteld, niet hoger zijn dan het aantal bedoeld in het eerste lid.

Art. 48. § 1. De bezoldiging van de personeelsleden die gedetacheerd worden bij de aftredende Ministers, is identiek aan de bezoldigingsschalen die van toepassing zijn op de Waalse Overheidsdienst. De barema's zijn als volgt:

- personeelslid van niveau 1: schaal A5;
- medewerker van niveau 2+ : schaal B2 ;
- medewerker van niveau 2 : schaal C2 ;

§ 2. Zowel de graad als de werkelijke anciënniteit worden vastgesteld en gewaardeerd overeenkomstig de regels die van toepassing zijn binnen de Waalse administratie.

§ 3. Gedetacheerde personeelsleden die ter beschikking gesteld zijn van de aftredende Ministers, ontvangen een jaarlijks kabinetstoelage, als volgt bepaald aan index 138.01:

- voor de personeelsleden van niveau 1, tussen 3.402,84 € en 6.465,39 €;
- voor de medewerkers, tussen 2.381,99 € en 4.423,69 €;

§ 4. Deze personeelsleden komen niet in aanmerking voor enige verhoging of vergoeding, maaltijdcheques, onkosten of terugbetalingen van welke aard dan ook of verplaatsingskosten.

Art. 49. Hun administratieve standplaats zal worden vastgesteld op de woonplaats van de aftredende Minister.

Art. 50. De Minister-President van de huidige Regering beëindigt de functie of de detachering van de personeelsleden ter beschikking gesteld bij de aftredende Ministers, uiterlijk aan het einde van de vastgestelde periode van terbeschikkingstelling.

Afdeling 13. — Centralisatie

Art. 51. § 1. Voor de finalisering van alle wervingen en detacheringen of voor alle latere administratieve of geldelijke wijzigingen sturen de Kabinetten een afschrift van de ontwerp-besluiten, vergezeld van de signaletische kaart en het aanwervingsformulier, aan het “SePAC” die binnen vier werkdagen zal nagaan of de bewoording aan de bepalingen van dit besluit voldoet en of de begrotingsmiddelen die beschikbaar zijn op de voor de wedden en vergoedingen van het Kabinet bestemde basisallocaties volstaan om de desbetreffende uitgaven ten laste te kunnen nemen.

§ 2. De betrokken Kabinetten sturen dan één origineel en twee voor eensluidend verklaarde afschriften van elk besluit aan het "SePAC". Bedoelde cel (SePAC) vraagt het visum van de secretaris van de Regering die belast is met de controle op de samenstelling van de ministeriële Kabinetten en het Secretariaat van de Regering, die de besluiten viseert en afstempelt en die ze terugstuurt aan de cel "SePAC" dat alleen na ontvangst van bedoelde besluiten de bezoldigingen kan betalen.

Afdeling 14. — Allerlei

Art. 52. De instructies, de dienstorders en dossiers betreffende de Administratie die tot de bevoegdheden van de Minister behoren, worden door de kabinetschef medegedeeld.

Hetzelfde geldt voor de directeur van de SePAC, in de rang van kabinetschef, voor wat betreft de opvolging van de regeringsbeslissingen met betrekking tot de administratie, het onderzoek van de dossiers in verband met het beheer of het dagelijks beheer van de gebouwen die ter beschikking van de ministeriële Kabinetten of het "SePAC" worden gesteld

Afgezien van de Kabinetssecretaris of van de gemachtigde ordonnateur in de uitoefening van hun functionele bevoegdheden, mogen de personeelsleden van de Kabinetten met de Administratie handelen enkel door toedoen van de Kabinetschef of met diens instemming.

Art. 53. Voor elke aankoop boven 15.000 € (excl. btw) wordt vooraf het advies van de bij de Minister-President geaccrediteerde Inspecteur van Financiën geëist.

Voor elke aankoop van een voertuig is het advies van de Inspectie van Financiën geëist.

Afdeling 15. — Slotbepalingen

Art. 54. Een omzendbrief van de regering bepaalt de procedures die door de Ministers en hun Kabinet moeten worden toegepast, en bepaalt in het bijzonder de reglementaire modaliteiten (aankoop en gebruik van voertuigen, kosten van mobiele telefonie en data, enz.).

Art. 55. Een gemeenschappelijk huishoudelijk reglement, dat op alle personeelsleden van het ministerieel Kabinet toepasselijk is, voorziet in de werkingsregels.

Elk Kabinet zal zijn eigen regels kunnen toevoegen overeenkomstig de beginselen die in de gemeenschappelijke basis zijn vastgesteld.

Art. 56. Dit besluit is evenzeer van toepassing op het Secretariaat van de Regering, de "SePAC" en de cellen van de regering.

Art. 57. Het besluit van de Waalse regering van 3 augustus 2017 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering wordt opgeheven.

Art. 58. Dit besluit treedt in werking op 13 september 2019.

Art. 59. De Ministers zijn belast, elk wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 september 2019.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER